



***Lettre d'information
de la Section d'Etudes Européennes
Newsletter of the European Studies Section
Association Française de Science Politique***

SEE
Agenda
Agenda
Ecoles d'été
Summer Schools
Publications
Publications
Soutenances de thèses
Dissertation defences
Emplois, stages, post-doctorats
Jobs, internships, post-doctorates
Bourses, allocations de recherche, prix
Scholarships, grants, prizes
Comptes rendus de manifestations scientifiques
Reports of scientific events
Formations universitaires relatives à l'Union européenne
University Programmes in EU Studies

n° 11, printemps 2009
no. 11, spring 2009



Recueil des informations/Assistant editors : **Clarissa Dri** et **Julien Navarro**

Diffusion/Diffusion : **Isabelle Rocca**

Responsables éditoriaux/Editors : **Olivier Costa** et **Andy Smith**
[<http://see-afsp.webou.net>]

[i-see@sciencespobordeaux.fr]

[isabelle.rocca@sciences-po.fr]

[o.costa@sciencespobordeaux.fr]

[a.smith@sciencespobordeaux.fr]

Editorial

Editorial

Chers amis,

Nous avons le plaisir de vous adresser un nouveau numéro de *i-SEE!* Vous retrouverez toutes les rubriques habituelles pour vous tenir informé des activités de notre section et pour connaître l'actualité de la recherche sur l'Union européenne.

Depuis notre précédente livraison, la SEE a organisé en partenariat avec le laboratoire PACTE de l'IEP de Grenoble une journée d'études sur le thème « 'Nouveaux' modes de gouvernance et action publique européenne », dont vous trouverez une relation en français et en anglais dans les pages qui suivent. D'autre part, la préparation du prochain congrès de l'AFSP et de notre colloque sur le lien électoral au Parlement européen se précise.

Dans un effort pour mieux faire connaître nos activités et pour toucher un public élargi, la SEE s'est dotée d'un site Internet propre (<http://see-afsp.webou.net>). Créé et administré par Loïc Moissonier, ce site doit permettre à nos activités de devenir plus visibles sur la toile tout en offrant de nouveaux services tels que les « fiches chercheurs » et la « bibliothèque de l'europaniste ».

La même volonté de communication élargie nous amène en outre à vous proposer, dès à présent, une version bilingue anglais-français de *i-SEE!*

Bonne lecture !

Clarissa Dri et Julien Navarro

Dear colleagues,

We are very pleased to introduce you to *i-SEE!* the newsletter of the EU Standing Group of the French Political Science Association (AFSP). In the following pages, you will find plenty of information on our activities, upcoming events, call for papers, recent publications, job opportunities and conference reports in the field of EU studies.

The aim of this letter is both to provide a window on the activities of our Standing Group (called SEE for 'Section d'Etudes Européennes' in French) and to serve as an interface for all persons interested in EU matters. You are therefore more than welcome if you would like to send relevant information about upcoming events, new books, job offers, etc. We would also be happy to receive conference reports.

In September, the SEE will participate in the Congress of French Political Science Association that will take place in Grenoble. It will also organise an international conference on the 2009 European elections on 19-20 October in Strasbourg. We hope to see you on these occasions. In the meantime, you can visit our new webpage (<http://see-afsp.webou.net>) and send your feedback and suggestions to i-see@sciencespobordeaux.fr.

Bonne lecture !

Clarissa Dri and Julien Navarro

La lettre d'information de la Section d'études européennes de l'Association Française de Science Politique paraît à chaque saison.

Elle peut être consultée sur le site de l'AFSP [\[www.afsp.msh-paris.fr\]](http://www.afsp.msh-paris.fr).

Inscription sur la liste des destinataires : Isabelle Rocca [\[isabelle.rocca@sciences-po.fr\]](mailto:isabelle.rocca@sciences-po.fr)

Recueil des informations : Clarissa Dri et Julien Navarro [\[i-see@sciencespobordeaux.fr\]](mailto:i-see@sciencespobordeaux.fr)

Rubrique « comptes-rendus de manifestations scientifiques » : les textes, d'environ 5.000 signes, peuvent concerner toutes les manifestations, françaises ou étrangères, relatives à l'Europe. Ils doivent proposer des synthèses subjectives inscrivant ces événements dans une réflexion plus large sur la thématique en question. Ils sont signés par leur auteur.

Rubrique « formations universitaires à l'intégration européennes » : les textes, d'environ 5.000 signes, peuvent présenter les diverses formations offertes en France (UFR, masters, écoles doctorales...). Ils sont signés par leur auteur.

Responsables éditoriaux : Olivier Costa et Andy Smith

[\[o.costa@sciencespobordeaux.fr\]](mailto:o.costa@sciencespobordeaux.fr) [\[a.smith@sciencespobordeaux.fr\]](mailto:a.smith@sciencespobordeaux.fr)

The newsletter of the European Studies Section of the French Association of Political Science is published every season.

It can be consulted in the website of AFSP: [\[www.afsp.msh-paris.fr\]](http://www.afsp.msh-paris.fr).

Inscription on the mailing list: Isabelle Rocca [\[isabelle.rocca@sciences-po.fr\]](mailto:isabelle.rocca@sciences-po.fr)

Information collection: Clarissa Dri and Julien Navarro [\[i-see@sciencespobordeaux.fr\]](mailto:i-see@sciencespobordeaux.fr)

« Reports of scientific events »: texts of about 5.000 signs on any manifestations related to Europe. They shall bring personal synthesis relating the event to a broader reflection on the subject analysed. They are signed by the authors.

« University carriers on European Union studies »: texts of about 5.000 signs presenting different study opportunities. They are signed by the authors.

Editors: Olivier Costa and Andy Smith

[\[o.costa@sciencespobordeaux.fr\]](mailto:o.costa@sciencespobordeaux.fr) [\[a.smith@sciencespobordeaux.fr\]](mailto:a.smith@sciencespobordeaux.fr)

Site Internet/ Webpage

La Section d'Etudes Européennes dispose d'un nouveau site Internet que vous pouvez consulter à l'adresse suivante :

<http://see-afsp.webou.net>

« Nouveaux » modes de gouvernance et action publique européenne

Journée d'étude de la Section d'études européennes de l'AFSP / Pacte- Politique- Organisations

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, 23 janvier 2009

On trouvera un bilan de cette manifestation (en français et en anglais) dans la rubrique « Comptes-rendus de manifestations scientifiques ».

19-20 novembre 2009, Strasbourg : Colloque international « Le lien électoral au Parlement européen »

Troisième congrès de la SEE, en collaboration avec le GAEL et le GRPP

Les représentants des Etats membres de la CEE décidèrent en 1976 que les députés siégeant au Parlement européen (PE) seraient issus d'élections nationales directes et non plus des parlements nationaux. Les effets de cette décision furent multiples, contradictoires et en partie inattendus. D'une part, la démocratisation de la sélection des députés européens appuya l'affirmation du PE. Même si la dynamique de montée en puissance de l'assemblée fut initiée antérieurement, les élections européennes la confortèrent et l'accéléchèrent. Dans les années 1980 et 1990, les gouvernements décidèrent ainsi, lors de chaque révision des traités, de donner davantage de prérogatives au PE. Même s'ils ne l'ont pas fait explicitement par référence à sa « légitimité électorale », celle-ci a pesé dans leur choix. L'élection des membres du PE ne parvint toutefois pas à répondre aux critiques et aux craintes de beaucoup quant à la faible légitimité démocratique de l'Union européenne (UE). Le processus volontariste consistant à légitimer le système communautaire par sa parlementarisation semble avoir échoué – au moins en partie. En témoigne la défiance qui s'est exprimée vis-à-vis de l'intégration européenne à l'occasion du rejet par référendum de plusieurs traités, mais aussi certaines caractéristiques des élections européennes : la forte abstention, la nationalisation des enjeux, le succès de partis contestataires, la méconnaissance du PE et de ses membres, ou encore la préférence donnée aux arènes nationales par les principaux dirigeants politiques européens.

Ce bilan contrasté de la réforme de 1976 et de celles qui ont suivi conduit à s'interroger sur la spécificité et la qualité du lien électoral reliant les citoyens européens aux membres du PE. Ce lien est-il spécifiquement défaillant ? Faut-il attribuer ses distorsions apparentes à la nature transnationale de l'Union et plus précisément à la nature éclatée du geste électoral dont procède la sélection des eurodéputés ? Cette défaillance est-elle avérée ? Si l'on met à distance l'idée normative de la résorption du déficit démocratique par la parlementarisation de l'UE, plusieurs éléments peuvent en effet conduire à relativiser le diagnostic d'un délitement du lien électoral. Il faut d'abord rappeler que de nombreux phénomènes observés lors des élections européennes affectent également les scrutins nationaux, à commencer par l'abstention et la montée de la défiance politique. L'éloignement du PE peut ensuite être rapporté à la dimension continentale de l'assemblée, 700 à 800 élus ayant la charge de représenter près d'un demi milliard

d'individus. Il doit aussi être interrogé en étudiant les caractéristiques sociales ainsi que les opinions et attitudes des élus européens. Les opinions des eurodéputés vis-à-vis de la construction européenne comme des questions économiques et sociales sont-elles distinctes de celles des citoyens qu'ils représentent ? Les citoyens choisissent-ils des types d'élus différents lors des scrutins nationaux et des élections européennes ?

Depuis l'enquête Political representation in Europe menée à l'occasion des élections européennes de 1994 (1), de nombreux travaux ont été réalisés autour de ces questions. Ce colloque a pour ambition d'en faire le bilan, dans le prolongement du précédent colloque consacré par l'AFSP au Parlement européen (2), en saisissant leurs spécificités nationales et partisanes comme leurs évolutions depuis le début des années 2000. L'étude du lien électoral peut être organisée autour de trois thèmes :

1. Le comportement électoral lors des élections européennes : vers « une normalisation » des élections européennes ?

Dans le prolongement des réflexions menées en 2004, il s'agit ici de s'interroger sur la difficile émergence d'un acte électoral proprement européen. Malgré plusieurs réformes (dont la plus importante aura probablement été l'homogénéisation partielle du mode de scrutin des eurodéputés en 1999), la scénographie électorale européenne peine à symboliser un lien politique européen. Les élections de 2009 traduisent-elles une normalisation susceptible d'atténuer le déficit d'europanisation du lien électoral symbolisé par le PE ? La consolidation des fédérations européennes de partis permet-elle l'émergence d'identification partisane propre au niveau européen ? L'acte électoral européen manifeste-t-il par son accomplissement l'émergence d'une citoyenneté européenne voire d'une identification post-nationale neuve ? Quel est l'impact de l'élargissement du corps électoral en 2004 et 2009 sur l'exercice de cette citoyenneté électorale européenne ? Les citoyens européens useront-ils plus qu'auparavant de ce droit de vote qui permet aux ressortissants communautaires de participer aux élections européennes dans leur pays de résidence ?

2. La professionnalisation des élus au Parlement européen

De nombreuses études attestent d'une professionnalisation progressive des membres du PE. Tandis que les dilettantes et (pré)retraités y sont moins nombreux, certaines figures s'imposent en interne comme des leaders reconnus. Cette évolution est le plus souvent envisagée comme le produit d'un cumul de ressources institutionnelles. Or, les professionnels du PE ont également pour caractéristique d'enchaîner les mandats parlementaires. L'élection directe du PE peut-elle être considérée comme favorable à la dynamique d'autonomisation du PE ? Ne produit-elle pas également des effets contraires avec la sélection d'impétrants venant bousculer cet entre-soi ou la non re-sélection de sortants en déficit d'éligibilité ? Quel est l'impact des élargissements successifs de l'UE sur la composition et la cohérence des groupes politiques transnationaux ? Si la diversité croissante semble de mise, distingue-t-on des divergences importantes si l'on compare les caractéristiques sociales et les trajectoires professionnelles des membres des différentes représentations nationales ?

3. L'incidence de l'élection directe sur le comportement des députés et le rôle du PE

Le lien électoral peut enfin être considéré en étudiant les effets de l'élection directe sur les députés et sur le positionnement du PE dans le régime de l'Union. Comme cela a été dit, l'élection a servi à légitimer la montée en puissance du PE. Une telle logique s'observe-t-elle également dans le cadre du processus législatif ordinaire, un député pouvant faire valoir sa qualité d'élu pour avancer ses positions ? L'élection directe impose également des contraintes associées à l'entretien de l'éligibilité auprès du parti chargé de la re-sélection du parlementaire, et des électeurs. La généralisation du scrutin de liste et la taille importante des circonscriptions affranchit-elle les élus du contrôle de l'électeur ? Les jeux parlementaires bruxellois, et notamment la constitution de majorités thématiques et/ou excédentaires, se déroulent-ils à l'abri des pressions électorales ? Comment les députés jouent-ils de leur onction électorale dans leurs rapports avec

d'autres acteurs (représentants des autres institutions mais aussi représentants d'intérêts) ? Comment articulent-ils cette légitimité avec celle qu'ils peuvent tirer d'un dialogue avec les organisations de la « société civile » ? On s'interrogera au-delà sur les rapports entre le soutien électoral défaillant et l'affirmation de l'assemblée au sein du policy-making européen. La ténuité du lien électoral contribue-t-elle, en d'autres termes, à l'efficacité fonctionnelle du parlement ?

Le programme s'efforcera de comprendre une diversité d'approches (sous)disciplinaires, analytiques et méthodologiques. Dans tous les cas, la présentation de matériel empirique original sera privilégiée. Les interventions ne portant pas seulement sur les élections européennes en France et les eurodéputés français sont les bienvenues. Langues de travail : français et anglais.

Un module sera par ailleurs spécifiquement consacré à la présentation des thèses en cours ou soutenues récemment traitant des élections européennes et/ou du Parlement européen. La session est destinée à faire connaître ces travaux et également à cartographier l'état de la recherche française et européenne dans ce domaine. Les doctorants et docteurs intéressés sont appelés à se faire connaître, sachant qu'il leur est possible de soumettre parallèlement une proposition pour les trois sessions principales du colloque.

Langues de travail : français et anglais

Calendrier :

envoi des papiers pour mise en ligne sur le site web de l'AFSP : 5 novembre 2009

(1) Richard S. Katz, Bernhard Wessels (dir.), *The European Parliament, the National Parliament and European Integration*, Oxford, Oxford University Press, 1999 et Hermann Schmitt, Jacques Thomassen (dir.), *Political Representation and Legitimacy in the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

(2) « La construction européenne au prisme des élections au Parlement Européen de juin 2004 », 18-19 novembre 2004, Strasbourg. Voir : <http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/diversafsp/collgspegael04/collgspe04.html>. Voir aussi : Yves Déloye (dir.), *Dictionnaire des élections européennes*, Paris, Economica, 2005.

Agenda

Agenda

23-26 June 2009, Zurich: Shaping Europe in a Globalized World? Protest Movements and the Rise of a Transnational Civil Society

Conference organized by the Department of German, University of Zurich, with the support of the European Commission.

[<http://www.protest-research.eu>]

Contact: [mail@protest-research.eu]

25 June 2009, Liverpool: A Single Market for the 21st Century: Challenges and Perspectives

Conference organized by the Liverpool Law School, University of Liverpool.

[<http://www.liv.ac.uk/law/>], [<http://uaces.org/events/calendar/event.php?recordID=82>]

Contacts: Michael Dougan [m.dougan@liv.ac.uk], Arianna Andreangeli [a.andreangeli@liverpool.ac.uk]

25 June 2009, Keele: European Network For The Analysis Of Political Text

Workshop at Keele University on estimating parties' policy positions with the use of party manifestos.

[<http://www.keele.ac.uk/depts/spire/research/KEPRU/workshop.html>]

Contact: Kostas Gemenis [k.gemenis@ilpj.keele.ac.uk]

25-26 June 2009, Hull: The end of the post-1992 European legal order?

Conference hosted by the Institute of European Public Law, University of Hull.

[<http://www.law.hull.ac.uk/newsevents/news/news09europeanpubliclaw.html>]

Contact: Denise Townsend [D.K.Townsend@hull.ac.uk]

26 juin 2009, Montréal : 30 années d'élection au Parlement européen : Quel bilan? / 30 Years of Elections to the European Parliament: an Assessment

Colloque international organisé à l'Université de Montréal

[<https://europe.umontreal.ca/pages/viewpage.action?pageId=4194483>]

Contact: Catherine Villemer [ceue@umontreal.ca]

26 juin 2009, Strasbourg : Contre l'Europe ? Espaces, régions et frontières

Séminaires pluridisciplinaires sur l'anti-européanisme/l'euroscpticisme organisés à l'Université de Strasbourg

Contact: Carine Germond [carine.germond@eturs.u-strasbg.fr]

6-9 July 2009, Adelaide: Europe's Expansions and Contractions

XVIIth Biennial Conference of the Australasian Association of European Historians (AAEH). Organized by the History Department of the Flinders University, Adelaide, Australia.

[<http://www.theaaeh.org>]

Contacts: Peter Monteath [peter.monteath@flinders.edu.au], Matt Fitzpatrick [matthew.fitzpatrick@flinders.edu.au]

12-16 July 2009, Santiago: Global Discontent? Dilemmas of Change

21st IPSA World Congress (International Political Science Association)

[<http://www.ipsa.org/site/content/view/110/69/>] [<http://registration.santiago2009.org/>]

[<http://www.congresomundial2009.com/>]

13-16 July 2009, Canterbury: 8th Annual Conference of the Transatlantic Studies Association

Conference to be held at the Canterbury Christ Church University

[<http://www.transatlanticstudies.com/>]

Contact: [alan.dobson@transatlanticstudies.com]

17 July 2009, Brighton: Qualitative Approaches to Investigating the European Parliament

Workshop organized by the Sussex European Institute, University of Sussex.

[<http://www.sussex.ac.uk/sei/1-1.php?id=674>]

Contact: Tim Bale [t.p.bale@sussex.ac.uk]

3-7 August 2008, Utrecht: World Economic History Congress

15th Congress of the International Economic History Association (IEHA). Organized by the Research Groupa Social and Economic History of the Utrecht University, the Netherlands, and the IEHA.

[<http://www.wehc2009.org/>]

Contact: Jessica Dijkman [info@wehc2009.org]

Workshop directly linked to European integration:

- Do EU accession and membership help to overcome economic backwardness?

2-4 September 2009, St. Petersburg: Borders on our Mind, Borders of the Mind

7th Convention of the Central and East European International Studies Association (CEEISA) to be held at the School of International Relations, St. Petersburg State University.

[<http://ian.vse.cz//ceeisa/petersburg.php>]

Contact: Petra Cibulkova [ceeisa@bilkent.edu.tr]

3-5 September 2009, Angers: Exchanging Ideas on Europe 2009: Views from France, Views Beyond the Mainstream

39th Annual Conference of the University Association for Contemporary European Studies (UACES).

[<http://www.uaces.org/events/conferences/angers/introduction/>]

Contact: [admin@uaces.org]

3-6 September 2009, Toronto: 2009 APSA Annual Meeting and Exhibition

American Political Science Association Annual Meeting.

[http://www.apsanet.org/content_2665.cfm?navID=193]

Sections directly linked to European integration:

15. European Politics and Society, Sven Steinmo, European University Institute, Florence.

- Panels of the European Consortium for Political Research

Panel 1. 'Energy policy and global warming: American and European approaches', Martin Bull, University of Salford, UK.

Panel 2. 'The Americanisation of European Executives', Luciano Bardi, University of Pisa, Italy.

Panel 3: Terrors in Transatlantia: United States-European Relations since 9/11, Michael Cox, London School of Economics, UK.

3-6 September 2009, Geneva: 8th Biennial Conference of the European Historical Economics Society

Conference organized at the Graduate Institute of International and Development Studies.

[<http://graduateinstitute.ch/history-politics/page3933.html>]

Contact: [Valerie.vondaeniken@graduateinstitute.ch]

2-4 September 2009, Manchester: Eurocentrism in Political Theory

6th edition of Workshops in Political Theory to be held at Manchester Metropolitan University.

[home.ku.edu.tr/~glodem]

Contact: [egurcan@ku.edu.tr]

7-9 septembre 2009, Grenoble: L'Etat de la science politique francophone

10e Congrès de l'Association Française de Science Politique et 3e Congrès international des associations francophones de science politique, organisée par l'AFSP et Sciences Po Grenoble.

[<http://www.congresafsp2009.fr/>]

Sections thématiques directement liées à l'intégration européenne :

ST 1. L'Europe sans constitution: quelle communauté politique en construction?, Olivier Costa (SPIRIT, Sciences Po Bordeaux) et François Foret (ULB).

ST 17. L'europanisation des systèmes partisans en Europe, Mathieu Petithomme (IUE Florence) et Nicolas Sauger (CEVIPOF, Sciences Po Paris).

ST 18. L'académie européenne: experts, savoirs et savants dans le gouvernement de l'Union européenne, Cécile Robert (Triangle, Sciences Po Lyon) et Antoine Vauchez (IUE de Florence, CNRS).

ST 19. La Présidence du Conseil de l'Union européenne dans tous ses Etats, Ana Mar Fernández Pasarín (CEE, Sciences Po Paris, UAB), Michel Mangenot (PRISME, Université de Strasbourg).

10-12 September 2009, Postdam: 5th ECPR General Conference

Organized by the European Consortium for Political research and Potsdam Universität.

[<http://www.ecpr.org.uk/conference/POTSDAM/>]

Contact: [ecpr@essex.ac.uk]

Sections directly linked to European integration:

31. Policy Processes in the European Union, Sebastiaan Princen (Utrecht University) and Jeremy Richardson (University of Oxford)

41. Reconceptualizing the transition in new EU member states, George Sootla (Tallinn University) and Raivo Vetik (Tallinn University)

49. Symbolic Politics: the Example of Europe, Silvia Mihalikova (Comenius University, Bratislava) and Andreas Pribersky (Vienna University)

51. The European Union and International Institutions, Knud Erik Jørgensen (University of Aarhus) and Ole Elgstrom (University of Lund)

24. 377. The Political Mobilization of Euroscepticism: parties, discourses and contentious politics, Hans-Jörg Trenz (University of Oslo), Paul Statham (University of Bristol) and John Erik Fossum (University of Oslo)

24. 394. Federal, regional and decentralized systems and the dynamics of the distribution of powers in Europe, Annegret Eppler (University of Tübingen) and Martin Hüttnann (University of Tübingen)

24. 428. The EU Neighborhood: changing institutional cooperation patterns, Alena Vieira (University of Minho) and Robertas Pogorelis (EP)

24. 434. European integration and the clash of capitalisms, Helen Callaghan (Max Plack Institute) and Orfeo Fioretos (Temple University)

24. 509. Towards a protection of social fundamental rights: a future policy for Europe? Steven Fuller (BPP Law School) and Tim Schmict-Eisenlohr (European University Institute)

10-12 September 2009, Sheffield: The 1989 Revolutions in Central and Eastern Europe: Twenty Years On

Conference organized by the Department of History, Sheffield Hallam University.

[<http://www.h-net.org/announce/show.cgi?ID=160897>]

Contacts: Kevin McDermott [k.f.mcdermott@shu.ac.uk], Matthew Stibbe [m.stibbe@shu.ac.uk]

10-13 September 2009, Riga: Twenty Years After the Fall of the Berlin Wall: Politics of Memory and Democratization in Europe

Multidisciplinary conference organized at the University of Latvia.

Contact: [ijabs@lanet.lv]

16 September 2009, London: Institutionalising Interdependence: External European Union Governance in Energy and the Environment

UACES conference hosted at Chatham House.

[<http://www.uaces.org/events/calendar/event.php?recordID=136>]

Contact: Stephen Padgett [stephen.padgett@strath.ac.uk]

17-19 September 2009, Urbino: The future of the welfare state: paths of social policy innovation between constraints and opportunities

7th Annual Conference of the Network for European Social Policy Analysis (ESPAnet) to be held at the DiSSPI Department, Faculty of Sociology, University of Urbino "Carlo Bo".

[<http://www.espanet-italia.net/conference2009/>]

Contacts: [abstracts@espanet2009.net], [papers@espanet2009.net]

17-18 septembre 2009, Paris: La formation des élites: Les enjeux de l'ouverture sociale et de la mondialisation

Colloque international organisé par l'Observatoire Sociologique du Changement (OSC, Sciences Po/CNRS), le Centre de Sociologie Européenne (CSE, Université de Paris I/CNRS) et le Centre de Recherche en Education de Nantes (CREN, Université de Nantes).

[http://osc.sciences-po.fr/home/EducElites_AppelCom09.pdf]

Contacts: Agnès van Zanten [agnes.vanzanten@sciences-po.fr], Annabelle Allouch [annabelle.allouch@sciences-po.org]

21-23 September, Maastricht: The Effects of Immigration and Demographic Trends on the Internal Market

Seminar organized by the European Institute of Public Administration.

[<http://www.eipa.eu/en/home/list/&pg=2#page>]

Contact: Nicolette Brouwers [n.brouwers@eipa.eu]

23-25 Septiembre 2009, Málaga: Congreso Español de Ciencia Política

IX Congreso AECPA.

[<http://www.aecpa.es/noticia.php?id=663>]

Grupos de trabajo directamente relacionados a la integración europea:

Área II. Estructuras e Instituciones Políticas

GT 2.1. Las Transformaciones de la Gobernanza Multinivel en la UE

GT 2.2. Continuidad y cambio en los parlamentos en el siglo XXI: transformaciones y dinámica institucional desde la perspectiva multinivel

Área VI. Políticas Públicas

GT 6.4. Políticas europeas actuales en asuntos de justicia e interior

Área VII. Estudios Internacionales y Estudios de Área

GT 7.5. Portugal y España en el horizonte de la UE

25 September 2009, Melbourne: The External Relations of the European Union: Historical and Contemporary Perspectives

A global Conference of the Monash European and EU Centre, the Monash Asia Institute (Monash University, Melbourne), the National Centre for Research on Europe (University of Canterbury, Christchurch, New Zealand), the University of New South Wales, Sydney, the European Studies Centre (Sichuan University, China) and the Machiavelli Centre for Cold War Studies (CIMA), University of Florence.

[<http://www.monash.edu.au/europecentre/>]

25-26 September 2009, Klagenfurt: What Will Be? Analysis and Visions for Europe

The 4th Symposium on European Issues of the Department of Sociology of the University of Klagenfurt.

[<http://www.uni-klu.ac.at/sozio/bilder/SYMPOCall2009x.pdf>]

Contact: Karen Meehan [karen.meehan@uni-klu.ac.at]

1-2 octobre 2009, Aix-en-Provence: Les partis politiques de la gauche anticapitaliste en Europe

Conférence internationale organisée par l'équipe de politique comparée (CSPC) du laboratoire CHERPA (Croyance, Histoire, Espaces, Régulation Politique et Administrative), Institut d'Etudes Politiques de Aix-en-Provence.

[http://www.iep.u-3mrs.fr/recherche_manifestations_2008_2009.php]

Contact: [recherche@iep-aix.fr]

2-3 October 2009, Istanbul: Beyond Boundaries: Media, Culture and Identity in Europe

Conference organized by Bahcesehir University and University of Potsdam.

[<http://www.emcs.bahcesehir.edu.tr/conference.html>]

Contact: [emcs@bahcesehir.edu.tr]

8-10 October 2009, The Hague: The European Parliamentary Elections and the National Media

International conference.

Contacts: [r.t.griffiths@hum.leidenuniv.nl], [marleen_geerlof@hotmail.com]

15-17 October 2009, Philadelphia: The Decline of the West? The Fate of the Atlantic Community after the Cold War

Conference sponsored by the German Historical Institute and the University of Pennsylvania, at the University of Pennsylvania.

[<http://www.ghi-dc.org/>]

Contact: [hart@ghi-dc.org]

21-24 October 2009, Warsaw: Networking in the European, regional and local space

Forum organized by the Institute of Geography and Spatial Organization.

[http://www.igipz.pan.pl/wydarzenia/warsaw_forum_2009.htm]

Contact: [forum@igipz.pan.pl]

6-8 November 2009, Salzburg: Pluralism, Inclusion and Citizenship

5th Global Conference.

[www.inter-disciplinary.net/at-the-interface/diversity-recognition/pluralism-inclusion-and-citizenship/call-for-papers/]

Contacts : [acc@inter-disciplinary.net], [pic5@inter-disciplinary.net]

Date limite/deadline : June 19 2009.

9 November 2009, London: UACES European Studies Research Students' Conference 2009

Conference organized by the Students Forum of the University Association for Contemporary European Studies

[<http://www.uacesstudentforum.org/events/teaching/>]

Luke Foster: [ldfoster@uaces.org]

11-13 November 2009, Rome: Food Security and Sustainable Development: Challenges for the Governance of International Relations

4th Annual Meeting of the GARNET network.

[<http://www.garnet-eu.org/Home.305.0.html?vn.xsltFile=herbie/garnet/gui/event.xsl&vn.objectId=24506>]

Date limite/deadline: July 15 2009.

16-20 novembre 2009, Bruxelles : Comment l'État fait-il notre lit? La régulation des sexualités en Europe

Séminaire organisé par la plateforme « Normes, genre et sexualités » de l'Université libre de Bruxelles.

[<http://normes-genre-sexualites.ulb.ac.be/fr/la-plateforme/>]

[<http://calenda.revues.org/nouvelle11448.html>]

Contact: Régine Beauthier [rbeauthi@ulb.ac.be]

19-20 novembre 2009, Strasbourg : Le lien électoral au Parlement européen

Colloque de l'AFSP à l'initiative de ses pôles de recherche SEE / GAEL / GRPP en collaboration avec le PRISME-GSPE de Strasbourg (MISHA).

[<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/europe/europe.html>]

Contacts: Olivier Costa [o.costa@sciencespobordeaux.fr], Dorota Dakowska [dorota.dakowska@misha.fr]

26-27 novembre 2009, Berlin : Gouverner le local à l'Est de l'Europe

Conférence organisée par le Centre Marc Bloch

Contact : JA@cmb.hu-berlin.de

Date limite pour les propositions de communication : 30 juin 2009

19-20 novembre 2009, Saint-Etienne : Mythe et tabous dans les relations franco-allemandes au XX^e siècle

Colloque organisé à l'Université Jean Monnet, Site Tréfilerie, Saint-Etienne

Contact : Michel Depeyre (michel.depeyre@univ-st-etienne.fr)

Novembre 2009, Metz: Quelles architectures pour quelle Europe ? Des pères fondateurs à l'Union européenne (1945-1992)

Colloque organisé par la Maison de Robert Schuman, Scy-Chazelles

[<http://calenda.revues.org/nouvelle10576.html>]

Contact: Nadège Mougel [nadege.mougel@cg57.fr]

7-9 December 2009, Maastricht: The Economic Growth, Employment and Immigration

Seminar organized by the European Institute of Public Administration.

[<http://www.eipa.eu/en/home/list/&pg=2#page>]

Contact: [n.brouwers@eipa.eu]

9-10 December 2009, Groningen: China and the EU: Concord or Conflict?

International Conference organized by the Dutch Studies Centre Fudan-Groningen at the University of Groningen.

[http://www.atlantic-community.org/index/papercalls/view/China_and_the_EU,_University_of_Groningen]

Contact: Jan van der Harst [j.van.der.harst@rug.nl]

Date limite/deadline: June 30 2009.

10-12 décembre 2009, Paris : L'Europe des Vingt-Sept et ses Langues

Colloque international organisée à l'Université Paris-Diderot Paris 7 (UFR Études Interculturelles de Langues Appliquées/CLILLAC-ARP).

[http://www.eila.univ-paris-diderot.fr/recherche/conf/ciel/e27/index_fr]

Contact: José Carlos Herreras [jch+colloque@eila.univ-paris-diderot.fr]

5 Février 2010, Paris : La diplomatie parlementaire en France après 1945

Journée d'étude à l'Institut Historique Allemand de Paris, avec le soutien du Centre d'histoire parlementaire et politique.

Contact: [emilia.robin@free.fr], [christian.wenkel@gmx.de]

Date limite/deadline: 13 Juillet 2009.

18-20 mars 2010, Luxembourg : Existe-t-il un modèle européen de gouvernance?

Symposium international de l'Association internationale de science politique

[<http://www.luxembourg2010.org/>]

Date limite : 30 octobre 2009

22-27 March 2010, Münster: ECPR Joint Sessions of Workshops

Westfälische Wilhelms-Universität.

[http://www.essex.ac.uk/ecpr/events/jointsessions/munster/munster_home.aspx]

Date limite/deadline: December 2009.

13-16 April 2010, Ghent: European Social Science History Conference

The ESSHC Conference is organized by the International Institute of Social History (IISH), an institute of the Royal Netherlands Academy of Arts & Sciences and will take place in Ghent, Belgium at the Bijloke Site.

[<http://www.iisg.nl/esshc>]

Contact: [esshc@iisg.nl]

22-24 April 2010, Brussels: The European Union in International Affairs

2nd GARNET conference on the issue, organized by the Institute for European Studies (IES) at the Vrije Universiteit Brussels (VUB), the Institut d'Études Européennes (IEE) at the Université Libre de Bruxelles (ULB), the UN University Centre for Regional Integration Studies (UNU-CRIS), and Egmont - Royal Institute for International Relations.

[<http://www.ies.be/conference2010>]

Contact: conference@ies.be

Date limite/deadline: September 18 2009

26-31 July 2010, Stockholm: Eurasia : Prospects for Wider Cooperation

8th ICCEES World Congress (International Council for Central and East European Studies)

[www.iccees2010.se]

Contacts: [mci@iccees2010.se], [proposals@iccees2010.se]

22-28 August 2010, Amsterdam: 21st International Congress of Historical Sciences (ICHS)

Congress organized by the Netherlands National Committee (Koninklijk Nederlands Historisch Genootschap, Universiteit van Amsterdam, Koninklijke Bibliotheek) and the International Institute of Social History.

[<http://www.ichs2010.org/home.asp>]

Contact: [info@ichs2010.org]

6-8 September 2010, Bruges: Exchanging Ideas on Europe

40th Annual UACES Conference organized in the College of Europe, Bruges, Belgium.

[<http://www.uaces.org/events/conferences/bruges/introduction/>]

Contact: Luke Foster [admin@uaces.org]

Date limite/deadline: January 22 2010

March-April 2011, St Gallen : ECPR Joint Sessions

[<http://www.ecpr.org.uk/>]

Récapitulatif des appels à proposition Call for papers summary

Date limite Deadline	Thème Subject	Détails Details
June 30, 2009	China and the EU	9-10 December 2009, Groningen [http://www.atlantic-community.org/index/papercalls/view/China_and_the_EU, University of Groningen]
30 juin 2009	Gouverner le local à l'Est de l'Europe	26-27 novembre 2009, Centre Marc Bloch, Berlin [http://www.cmb.hu-berlin.de/cmb/]
June 30, 2009	Networking in the European, regional and local space	21-24 October 2009, Warsaw, Poland [http://www.igipz.pan.pl/wydarzenia/warsaw_forum_2009.htm]
July 15, 2009	Food Security and Sustainable Development	11-13 November 2009, Rome [http://www.garnet-eu.org/Home.305.0.html?vn.xsltFile=herbie/garnet/gui/event.xsl&vn.objectId=24506]
13 Juillet 2009	La diplomatie parlementaire en France	5 Février 2010, Paris [emilia.robin@free.fr], [christian.wenkel@gmx.de]
September 18, 2009	The European Union in International Affairs	22-24 April 2010, Brussels [http://www.ies.be/conference2010]
30 octobre 2009	Existe-t-il un modèle européen de gouvernance?	18-20 mars 2010, Luxembourg : http://www.luxembourg2010.org
December, 2009	ECPR Joint Sessions	22-27 March 2010, Münster [http://www.essex.ac.uk/ecpr/events/jointsessions/munster/munster_home.aspx]
January 22, 2010	Exchanging Ideas on Europe	6-8 September 2010, Bruges [http://www.uaces.org/events/conferences/bruges/introduction/]

Ecoles d'été Summer Schools

6-8 de julio de 2009, Jaca (Huesca) – España, Unión Europea y conflictos internacionales. CURSO DE VERANO de la UNIVERSIDAD DE ZARAGOZA

[www.unizar.es/cursosdeverano]

Objetivos del curso: Analizar, explicar, e ilustrar importantes conflictos internacionales desde un punto de vista académico y sistemático para su mejor comprensión. Analizar el papel de la UE y en particular de uno de sus miembros, España en la resolución o gestión de los mismos. Animar un debate inteligente e informado de estos temas. Promover el estudio tanto teórico como empírico y práctico de estos temas. Foro de discusión y difusión para investigadores especialmente noveles (jóvenes y doctorandos).

Duración: 20 horas

Publications

Publications

A noter : le lancement au cours des derniers mois de deux nouvelles revues susceptibles d'intéresser les spécialistes de l'intégration européenne.

- ***Dynamiques Internationales*** est une nouvelle revue électronique gratuite, créée et animée par des doctorants de l'équipe Relations Internationales du centre de recherche SPIRIT à Sciences Po Bordeaux.
- The post graduate community at the Department of Politics and IR at Royal Holloway (Uni of London) has launched a new journal: the ***Journal of Critical Globalisation Studies***, which is a fully peer-reviewed, open-access, interdisciplinary academic journal.
<http://www.criticalglobalisation.com>

Appels à contributions :

- La revue **EspacesTemps.net** lance un appel à contributions en vue du dossier thématique suivant: « Les effet de la transformation de l'université: une perspective comparative ». Rédigées en anglais ou en français, les propositions de textes sont à soumettre à redaction@espacestemps.net jusqu'au 15 septembre 2009.
[<http://www.espacestemps.net/document7781.html>]

- **Call for papers: Women in Transnational Movements in the Long 20th Century**

GENESIS, co-edited by Elisabetta Bini and Arnaldo Testi The Italian historical journal "Genesis: Rivista della Società Italiana delle Storiche" will devote one of its next issues to transnational women's movements in the long 20th Century, from the last third of the 19th Century to the present. The issue aims at analyzing the transnational dimension in its full, radical meaning. We are interested in exploring the specific forms of action, discourse and language which were allowed or generated by the 'trans/national' dimension, as an autonomous terrain of cultural production, not as an area of interaction and mediation among pre-determined national passions and interests ('inter/national').

Interested parties should send a 1-page proposal, along with a 2-page CV, by June 30, 2009, to Elisabetta Bini (elisabetta.bini@nyu.edu) and Arnaldo Testi (testi@stm.unipi.it).

The journal will be published in Italian. However, we will accept proposals and articles in English and take care of the translation (unless the Authors prefer to provide for it themselves).

Généralités

Affinito (Michele), Migani (Guia) et Wenkel (Christian) (dir./eds.), *Les deux Europes / The Two Europes. Actes du IIIe colloque international RICHIE / Proceedings of the 3rd international RICHIE conference*, Bruxelles, Peter Lang Euroclio, 2009

Chopin (Thierry) et Foucher (Michel) (dir.), *L'état de l'Union 2009. Rapport Schuman sur l'Europe*, Paris, Fondation Robert Schuman et Editions Lignes de Repères, 2009.

Dehousse (Renaud), Deloche-Gaudez (Florence) et Jacquot (Sophie) (dir.), *Que fait l'Europe ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

Gerbet (Pierre), Bossuat (Gérard) et Grosbois (Thierry) (dir.), *Dictionnaire historique de l'Europe unie*, Bruxelles, André Versaille Editeur, 2009.

HAROCHE Pierre, *L'Union européenne au milieu du gué : entre compromis internationaux et quête de démocratie*, Paris, Economica, 2009

HUISSOUD (Jean-Marc), ROYER (Pierre), *Europe : la puissance au bois dormant, rapport ANTEIOS 2009*, Paris, Presses universitaires de France, 2008.

Libera (Martial), Wassenberg (Birte) (dir.) (en collaboration avec Maria Gainar), *L'Europe au coeur. Études pour Marie-Thérèse Bitsch*, Bruxelles, Peter Lang, 2009

LIEBICH (André), GERMONG (Basil), *Construire l'Europe : mélanges en hommage à Pierre du Bois*, Paris, Presses universitaires de France, 2008.

QUERMONNE (Jean-Louis), *L'Union européenne dans le temps long*, Paris, Presses de Sciences po, 2008.

RODRIGUES (Maria João), *L'Europe, quel modèle économique et social ? = What economic and social model for Europe ?*, Paris, CulturesFrance, 2008.

ROY (Joaquin), DOMINGUEZ RIVERA (Roberto), *Regional integration fifty years after the Treaty of Rome : the EU, Asia, Africa and the Americas*, Miami, University of Miami Press, 2008.

Rumford (Chris) (dir.), *The SAGE Handbook of European Studies*, Londres, Sage, 2009.

SCHAUB (Jean-Frédéric), *L'Europe a-t-elle une histoire ?*, Paris, Albin Michel, 2008.

Institutions, droit communautaire

ACHARYA (Amitav), JONNSTON (Alastair Iain), *Crafting cooperation: regional international institutions in comparative perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

Bussière (Eric), Dumoulin (Michel) et Willaert (Emilie) (dir.), *La Banque de l'Union européenne. La BEI, 1958-2008*, Luxembourg, Imprimerie Centrale, 2008.

Costa (Olivier) et Saint Martin (Florent), *Le Parlement européen*, Paris, La Documentation Française, coll. 'Réflexe Europe', 2009.

Serodes (Fabrice), *Explique-moi... Le Parlement européen*, Paris, NANE Editions, 2009.

STAJANO (Attilio), *Research, quality, competitiveness : European Union technology policy for the knowledge-based society*, New York, Springer, 2009.

Politiques communautaires

APELDOORN (Bastiaan van), DRAHOKOUPIL (Jan), HORN (Laura), *Contradictions and limits of neoliberal European governance : from Lisbon to Lisbon*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009.

Barrell (Ray) (dir.), *The European Monetary Union: 10 Years On*, numéro spécial de la *National Institute Economic Review*, vol. 208, n° 1, 2009.

DELVAUX (Bram), HUNT (Michael), TALUS (Kim), *EU energy law and policy issues*, Rixensart, Euroconfidentiel, 2008.

Denord (François) et Schwartz (Antoine), *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Paris, éditions Raisons d'Agir, 2009.

Heidenreich (Martin) et Zeitlin (Jonathan) (dir.), *Changing European Employment and Welfare Regimes. The Influence of the Open Method of Coordination on National Reforms*, Londres, Routledge, 2009.

JACQUET (Pierre), TUBIANA (Laurence), *L'Europe et le développement durable = Europe and sustainable development*, Paris, CulturesFrance, 2008.

LERESCHE (Jean-Philippe), LAREDO (Philippe), WEBER (Karl) (dir.), *Recherche et enseignement supérieur face à l'internationalisation. France, Suisse et Union européenne*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2009.

Vie politique de l'Union européenne

Hayward (Jack) (dir.), *Leaderless Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2008.

Navarro (Julien), *Les députés européens et leur rôle. Sociologie interprétative des pratiques parlementaires*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles (collection "Etudes européennes"), 2009.

SINTOMER (Yves), HERZBERG (Carsten), ROCKE (Anja), *Les budgets participatifs en Europe : des services publics au service du public*, Paris, La découverte, 2008.

L'Union européenne dans les relations internationales

DIDELON (Clarisse), GRASLAND (Claude), RICHARD (Yann), *Atlas de l'Europe dans le monde*, Paris, La Documentation française, 2008.

Grygowski (Dimitri), *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, Peter Lang, 2009.

HEISBOURG (François), *L'Europe et la puissance = Europe and power*, Paris, CulturesFrance, 2008.

Heydon (Kenneth) et Woolcock (Stephen), *The Rise of Bilateralism: Comparing American, European and Asian Approaches to Preferential Trade Agreements*, UNU Press, 2009.

JORGENSEN (Knud Erik), *The European Union and international organizations*, London, Routledge, 2009.

LAIDI (Zaki), *La norme sans la force : l'énigme de la puissance européenne*, 2^e édition entièrement refondue, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

LASCHI G., TELÒ M. (a cura di), *L'Europa nel sistema internazionale Sfide, ostacoli e dilemmi nello sviluppo di una potenza civile Collana "Fonti e studi sul federalismo e integrazione europea - Crie"*, Il Mulino, 2009

MAHNCKE (Dieter), GSTOHL (Sieglinde), *Europe's near abroad : promises and prospects of the EU's neighbourhood policy*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2008.

Remacle (Eric) et Winand (Pascaline) (dir.), *America, Europe, Africa, 1945-1973. L'Amérique, l'Europe, l'Afrique, 1945-1973*, Bruxelles, Peter Lang 2009.

Rouet (Gilles) et Terem (Peter) (dir.), *Élargissement et politique européenne de voisinage*, Bruxelles, Bruylant, 2008.

SCHWOK (René), MERAND (Frédéric), *L'Union européenne et la sécurité internationale : théories et pratiques*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2009.

Mario Telò (dir.), *The European Union and Global Governance*, Londres, Routledge, 2009.

Européanisation, Etats membres

BROUARD (Sylvain), APPLETON (Andrew M.), MAZUR (Amy G.) (dir.), *The French Fifth Republic at fifty : beyond stereotypes*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009.

Craveri (Piero) et Varsori (Antonio) (dir.), *L'Italia nella costruzione europea. Un bilancio storico (1957-2007)*, Franco Angeli, 2009.

DARQUES (Régis), DESLONDES (Olivier), *Bulgarie-Roumanie : les nouveaux horizons de l'Union européenne = Bulgaria-Romania : the new Balkan boundaries of the European Union*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2008.

Forêt (François), *Politique et religion en France et en Belgique. L'« héritage chrétien » en question*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2009.

Geary (Michael J.), *An Inconvenient Wait: Ireland's Quest for Membership of the EEC, 1957-73*, Dublin, Institute of Public Administration, 2009.

Harryvan (Anjo G.), *In Pursuit of Influence. The Netherlands' European Policy during the Formative Years of the European Union, 1952-1973*, Bruxelles, Peter Lang, 2009.

JANSSENS-PEYREGA (Valérie-Anne), *L'influence du droit communautaire sur la pratique des aides locales aux entreprises : créer des territoires compétitifs face à la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2008.

Maurel (M.-C.) et Perottino (M.) (dir.), *La République tchèque de l'adhésion à la présidence de l'UE*, numéro spécial de la *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, n° 1, 2009.

Articles Papers

British Journal of Political Science
Comparative European Politics
Comparative Political Studies
Cultures & Conflits
Dynamiques internationales
European Integration Online Papers
European Journal of Political Research
European Political Science
European Political Science Review
European Union Politics
European Urban and Regional Studies
EUSA Review
Governance
International Political Sociology
Journal of Common Market Studies
Journal of Contemporary European Research
Journal of European Integration
Journal of European Public Policy
Journal of Public Policy
Law & Social Inquiry
L'Europe en formation
Mots. Les langages du politique
Politique étrangère
Politique européenne
Politische Vierteljahresschrift
PS : Political Science & Politics
Questions internationales
Raison publique
Regional & Federal Studies
Regulation & Governance
Revista Española de Ciencia Política
Rivista Italiana di Scienza Politica
Revue du marché commun et de l'Union européenne
Revue Française de Science Politique
Revue Internationale de Politique Comparée
Revue Internationale de Science Politique
Sciences de la société
Transitions
West European Politics

Comparative European Politics

[<http://www.palgrave-journals.com/cep/index.html>]

Volume 7, issue 1, April 2009

Special issue: gender and public policy in Europe

Olga Avdeyeva, "Enlarging the Club: When do Candidate States Enforce Gender Equality laws?"

Volume 6, issue 4, December 2008

Daniel Stockemer, "Women's Representation in Europe — A Comparison Between the National Parliaments and the European Parliament".

Comparative Political Studies

[<http://cps.sagepub.com/>]

Volume 42, Number 5, May 2009

James Adams, Andrea B. Haupt and Heather Stoll, "What Moves Parties?: The Role of Public Opinion and Global Economic Conditions in Western Europe".

European Integration online Papers

[<http://eiop.or.at/eiop/index.php/eiop>]

Volume 13, February 2009

Stephan Renner, "The energy community of Southeast Europe: a neofunctionalist project of regional integration".

European Journal of Political Research

[<http://www.blackwell-synergy.com/loi/ejpr>]

Volume 48, issue 3, May 2009

Wouter Van Der Brug and Joost Van Spanje, "Immigration, Europe and the 'new' cultural dimension".

Min Shu, "Coping with a two-dimensional political space: Party mobilisation in referendums on European integration".

Volume 48, issue 2, March 2009

Tom Van Der Meer, Erik Van Ingen, "Schools of democracy? Disentangling the relationship between civic participation and political action in 17 European countries".

Volume 48, issue 1, January 2009

Fabio Franchino, "Experience and the distribution of portfolio payoffs in the European Commission".

Paul Thurner and Martin Binder, "European Union transgovernmental networks: The emergence of a new political space beyond the nation-state?"

European Political Science

[<http://www.palgrave-journals.com/eps/index.html>]

Volume 8, Issue 2, June 2009

Research article

Jan W Van Deth, "The 'Good European Citizen': Congruence and Consequences of Different Points of View".

Debate: the European project

Paul Magnette, "The Fragility of Liberal Europe".

Maurizio Ferrera, "A Less Fragile, if More Liberal Europe".

Vivien Schmidt, "Envisioning a Less Fragile, More Liberal Europe".

Training and teaching

Christian Kaunert, "The European Union Simulation: From Problem-Based Learning (PBL) to Student Interest".

European Union Politics

[<http://eup.sagepub.com/>]

Volume 10, Number 2, June 2009

Patrick Bernhagen and Neil J. Mitchell, "The Determinants of Direct Corporate Lobbying in the European Union".

Franz Traxler and Bernd Brandl, "Towards Europeanization of Wage Policy: Germany and the Nordic Countries".

Sara Binzer Hobolt and Patrick Leblond, "Is My Crown Better than Your Euro?: Exchange Rates and Public Opinion on the European Single Currency".

Hanna Bäck, Patrick Dumont, Henk Erik Meier, Thomas Persson and Kåre Vernby, "Does European Integration Lead to a 'Presidentialization' of Executive Politics?: Ministerial Selection in Swedish Postwar Cabinets".

Nikoleta Yordanova, "The Rationale behind Committee Assignment in the European Parliament: Distributive, Informational and Partisan Perspectives".

Miriam Hartlapp and Gerda Falkner, "Problems of Operationalization and Data in EU Compliance Research".

EUSA Review

[http://www.eustudies.org/publications_review.php]

Winter 2009

EUSA Review Forum: Teaching the EU

Craig Parsons, "Introduction".

Peter Bursens, "A Review of Textbooks on EU Politics".

Iona Annetts, "Web Resources for Teaching the European".

Phil Shekleton, "Model European Union Simulations: A Brief Primer".

Doreen K. Allerkamp, "The Case for Visiting the European Union"

Hans Peter Schmidt, "Teaching the EU and Europe: Visiting Home with a US Perspective".

EUSA Latin America Caribbean Interest Section Essay

Joaquín Roy, "The European Union and Latin America: Relations and Model".

Governance

[<http://www3.interscience.wiley.com/journal/118497136/home?CRETRY=1&SRETRY=0>]

Volume 22, Issue 2, April 2009

Daniel Albate, Germà Bel and Xavier Fageda, "Privatization and Regulatory Reform of Toll Motorways in Europe".

Michael Barzelay and Anne Sofie Jacobsen, "Theorizing Implementation of Public Management Policy Reforms: A Case Study of Strategic Planning and Programming in the European Commission".

Volume 22, Issue 1, January 2009

Hadii M. Mamudu and Donley T. Studlar, "Multilevel Governance and Shared Sovereignty: European Union, Member States, and the FCTC".

Ulrika Mörth, "The Market Turn in EU Governance - The Emergence of Public-Private Collaboration".

Journal of Common Market Studies

[<http://www.blackwell-synergy.com/loi/jcms>]

Volume 47, Issue 3, June 2009

Original Articles

Claes H. De Vreese and Anna Kandyla, "News Framing and Public Support for a Common Foreign and Security Policy".

Thomas Doleys, "Incomplete Contracting, Commission Discretion and the Origins of EU Merger Control".

Theofanis Exadaktylos and Claudio M. Radaelli, "Research Design in European Studies: The Case of Europeanization".

Ulf Jakobsson, "An International Actor Under Pressure: The Impact of the War on Terror and the Fifth Enlargement on EU Voting Cohesion at the UN General Assembly 2000-05".

Ulrich Krotz, "Momentum and Impediments: Why Europe Won't Emerge as a Full Political Actor on the World Stage Soon".

Fabio Milani, "Adaptive Learning and Macroeconomic Inertia in the Euro Area".

Frank Mols, Jolanda Jetten and S. Alexander Haslam, "EU Identification and Endorsement in Context: The Importance of Regional Identity Salience".

Christine Reh, "The Lisbon Treaty: De-Constitutionalizing the European Union?"

Nick Robinson, "The European Investment Bank: The EU's Neglected Institution".

Book Reviews

James Smith, "The European Union - By D. Watts".

Amelia Hadfield, "The European Union and Culture: Between Economic Regulation and European Cultural Policy - By A. Littoz-Monnet".

Isabelle Ioannides, "EU Security Governance - By E. Kirchner and J. Sperling".

Holly Jarman, "Sleeping Giant: Awakening the Transatlantic Services Economy - Edited by D.S. Hamilton and J.P. Quinlan"

Juliet Lodge, "European Elections and Domestic Politics: Lessons from the Past and Scenarios for the Future - Edited by W. van der Brug and C. van der Eijk".

Brian Ardy, "Plumbers and Visionaries: Securities Settlement and Europe's Financial Market - By P. Norman".

Aline Sierp, "Euroclash: The EU, European Identity and the Future of Europe - By N. Fligstein".

Marta M.Golonka, "Multilevel Regulation and the EU: The Interplay between Global, European and National Normative Processes - Edited by A. Follesdal, R.A. Wessel and J. Wouters".

Rajeesh Kumar, "A Union of Diversity: Language, Identity and Polity-Building in Europe - By P.A. Kraus"

Ali M. El-Agraa, "The European Union and the Asia-Pacific: Media, Public and Elite Perceptions of the EU - Edited by N. Chaban and M. Holland".

Patrick Bijsmans, "European Society - By W. Outhwaite".

Anna Sydorak-Tomczyk, "Just Another Major Crisis? The United States and Europe Since 2000 - Edited by G. Lundestad".

Samuli Miittinen, "EU Criminal Law and Justice - By M. Fletcher and R. Lööf, with B. Gilmore".

Dimitry Kochenov, "The Protection of Minorities in Wider Europe - Edited by M. Weller, D. Blacklock and K. Nobbs".

Sebastien Loisel, "The European Union and Crisis Management: Policy and Legal Aspects - Edited by S. Blockmans".

Jackie Gower, "The European Council – By J. Werts".

Dianna Schmidt-Pfister, "International Actors, Democratization and the Rule of Law. Anchoring Democracy? – By A. Magen and L. Morlino"

George R. Wilkes, "The History of the European Union: Origins of a Trans- and Supra-National Polity 1950–72 – Edited by W. Kaiser, B. Leucht and M. Rasmussen".

Volume 47, Issue 2, March 2009

Original Articles

Maurizio Ferrera, "The JCMS Annual Lecture: National Welfare States and European Integration: In Search of a 'Virtuous Nesting'".

Arlindo Cunha and Alan Swinbank, "Exploring the Determinants of CAP Reform: A Delphi Survey of Key Decision-Makers".

Nathaniel Copsey and Tim Haughton, "The Choices for Europe: National Preferences in New and Old Member States".

Andrew Glencross, "Altiero Spinelli and the Idea of the US Constitution as a Model for Europe: The Promises and Pitfalls of an Analogy".

Kristine Kern and Harriet Bulkeley, "Cities, Europeanization and Multi-level Governance: Governing Climate Change through Transnational Municipal Networks".

Andrew W. Neal, "Securitization and Risk at the EU Border: The Origins of FRONTEX".

Robert Pahre and Burcu Uçaray-Mangitli, "The Myths of Turkish Influence in the European Union".

Raya Kardasheva, "The Power to Delay: The European Parliament's Influence in the Consultation Procedure".

Semin Suvarierol, "Networking in Brussels: Nationality over a Glass of Wine".

Book Reviews

Caspar Van Den Berg, "The Europeanization of British Politics – Edited by I. Bache and A. Jordan".

Richard Rooke, "Transnationalization of Public Spheres – By H. Wessler, B. Peters, M. Brüggemann, K. Kleinen-von Königslöw and S. Sifft".

Ted Hallett, "Behind Closed Doors: The EU Negotiations that Shaped Modern Ireland – By P. Brennan".

Matej Avbelj, "Individualism, an Essay on the Authority of the European Union – By A. Somek".

Tracy Hoffmann Slagter, "Six Battles that Shaped Europe's Parliament – By J. Priestley".

Cristina Blanco Sío-López, "Citizenship in Contemporary Europe – By M. Lister and E. Pia".

Nuno Ferreira, "Sexual Equality in an Integrated Europe: Virtual Equality – By R.A. Elman".

John Kotsopoulos, "Regionalism, Globalisation and International Order – By J.-U. Wunderlich".

Justin Greenwood, "Brussels versus the Beltway: Advocacy in the United States and the European Union – By C. Mahoney".

Vasilis Margaras, "Las Politicas Comunitarias: Una Visión Interna: 20 Años de España en la Unión Europea".

Dora Kostakopoulou, "European Immigration: A Sourcebook – Edited by A. Triandafyllidou and R. Gropas".

Cian Murphy, "General Principles of EC Law in a Process of Development – By U. Bernitz, J. Nergelius and C. Cardner".

Margit Schratzenstaller, "National Tax Policy in Europe: To Be or Not to Be? – Edited by K. Andersson, E. Eberhartinger and L. Oxelheim".

Ann Kennard, "The Geopolitics of Europe's Identity: Centers, Boundaries, and Margins – Edited by N. Parker".

Eva Gross, "Tough Love: The European Union's Relations with the Western Balkans – By S. Blockmans".

Mário Rodrigues Pontes, "Monetary Integration in Europe – By H. Tomann".

Dermot Hodson, "Fiscal Policy without a State in EMU? Germany, the Stability and Growth Pact and Policy Co-ordination – By J. Kaarlejärvi".

Journal of Contemporary European Research

[<http://www.jcer.net/ojs/index.php/jcer/index>]

Volume 5, Number 1, 2009

Research Articles

Sofia Vasilopoulou, "Varieties of Euroscepticism: The Case of the European Extreme Right".

Christine Arnold and Paul Pennings, "Party Positions on the European Constitution During the 2004 European Parliament Elections".

Maurizio Carbone, "From Paris to Dublin: Domestic Politics and the Treaty of Lisbon".

Eline De Ridder, "EU Aid for Fighting Corruption in the Czech Republic and Slovakia: Where Did It Go Wrong?".

Kamil Zwolski, "The European Union as a Security Actor: Moving Beyond the Second Pillar".

Alec Charles, "The Electronic State: Estonia's New Media Revolution".

Henrique Silva Pacini Costa, "Solar Power in the European Context: Conversion Efficiency and the Issue of Carbon".

Research Notes

Jan Wouters, Hans Bruyninckx, Stephan Keukeleire, Tim Corthaut, Sudeshna Basu and Simon Schunz, "The European Union and Global Multilateral Governance - An Interdisciplinary Research Project: Research Notes".

Journal of European Integration

[<http://www.informaworld.com/smpp/title~content=t713393849~db=all>]

Volume 31 Issue 2, 2009

Articles

Emil J. Kirchner, "Thirty Years of the Journal of European Integration: Reflections and Outlook on European Integration Studies".

Simona Piattoni, "Multi-level Governance: a Historical and Conceptual Analysis".

Andreas Wimmel, "Theorizing the Democratic Legitimacy of European Governance: a Labyrinth with No Exit?".

Katharine Sarikakis and Eliane Thao Nguyen, "The Trouble with Gender: Media Policy and Gender Mainstreaming in the European Union".

Agata Antkiewicz and Bessma Momani, "Pursuing Geopolitical Stability through Interregional Trade: the EU's Motives for Negotiating with the Gulf Cooperation Council".

Jarle Trondal, "Administrative Fusion: Less Than a European 'Mega-administration'".

Book Reviews

Can E. Mutlu, Vasilis Leontitsis and Dan Hough, "Book Reviews".

Journal of European Public Policy

[<http://www.informaworld.com/smpp/title~content=t713685697~db=all>]

Volume 16, Issue 3, 2009

Original Articles

Jon Pierre and B. Guy Peters, "From a club to a bureaucracy: JAA, EASA, and European aviation regulation".

Nicole J. Saam and David Sumpter, "Peer selection in EU intergovernmental negotiations".

Reinhard Slepcevic, "The judicial enforcement of EU law through national courts: possibilities and limits".

Carsten Daugbjerg, "Sequencing in public policy: the evolution of the CAP over a decade".

Regina Vettors, Erik Jentges and Hans-Jörg Trenz, "Whose project is it? Media debates on the ratification of the EU Constitutional Treaty".

Boris Hauray and Philippe Urfalino, "Mutual transformation and the development of European policy spaces. The case of medicines licensing".

Martino Maggetti, "The role of independent regulatory agencies in policy-making: a comparative analysis".

Paul Cairney, "The role of ideas in policy transfer: the case of UK smoking bans since devolution".

Volume 16, Issue 4, 2009

Special issue - Ten years of EMU: What have we learned in political science?

Preface

Henrik Enderlein and Amy Verdun, "Preface".

Original Articles

Henrik Enderlein and Amy Verdun, "EMU's teenage challenge: what have we learned and can we predict from political science?".

Dermot Hodson, "EMU and political union: what, if anything, have we learned from the euro's first decade?".

H. Tolga Bolukbasi, "On consensus, constraint and choice: economic and monetary integration and Europe's welfare states".

Tal Sadeh, "EMU's diverging micro foundations: a study of governments' preferences and the sustainability of EMU".

Susan A. Banducci, Jeffrey A. Karp and Peter H. Loede, "Economic interests and public support for the euro".

David H. Bearcel, "EMU: the last stand for the policy convergence hypothesis?".

Alison Johnston and Bob Hancké, "Wage inflation and labour unions in EMU".

Lucia Quaglia, "Political science and the 'Cinderellas' of economic and monetary union: payment services and clearing and settlement".

Research Agenda Section, edited by Berthold Rittberger

John Turnpenn, Claudio M. Radaell, Andrew Jordan and Klaus Jacob, "The policy and politics of policy appraisal: emerging trends and new directions."

L'Europe en formation

[http://www.cife.eu/index.php?id_rub=1170317838&id_parent_rub=1169138322&id_top=1169138322]

Numéro 351, Printemps 2009

Dossier Les dix ans de l'euro – Ten years of the euro

Jean-Claude Juncker, "Dixième anniversaire de l'euro".

Frank Moss, "The global vocation of the euro".

Jacques Le Cacheux, "The challenges and trappings of convergence".

Benoît Mojon et Philippe Bonzom, "La BCE et l'eurosystème: 10 ans de fonctionnement".

Luc Aucremanne, Jef Boeckx, Emmanuel Dhyne and Jan Smets, "What have we learned about prices and inflation in 10 years of monetary union?".

Graham Bishop, "The euro and financial markets: the first ten years".

Jakub Adamowicz, "Maturity at ten: a new scope of challenges for the euro".

Étude

Anna Dimitrova and Eddy Fougier, "Les illusions perdues de la 'mondialisation heureuse'".

Tribunes

Paul N. Goldschmidt, "Ne tirez pas sur les ambulances ! Diagnostic d'une crise financière sous forme de parabole".

Ferdinand Kinsky, "La présidence tchèque de l'Union européenne".

Chronique

Jean-Pierre Gouzy, "La vie politique en Europe et dans le monde".

Politique étrangère

[http://www.ifri.org/frontDispatcher/ifri/publications/politique_etrangere]

Numéro 1, 2009

La crise : analyses et enjeux

Kemal Dervis, "La crise économique mondiale : enjeux et réformes".

André Lévy-Lang, "Globalisation, crise financière et gouvernance mondiale".

Philippe de Schoutheete, "La crise et la gouvernance européenne".

Marc Crapez, "Crise financière, consensus et contrariétés".

Politique européenne

[<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=revue&no=47>]

Numéro 27 : Les syndicats à l'épreuve de l'Europe

Sous la direction de Patrick Hassenteufel et Jean-Marie Pernot

Politische Vierteljahresschrift

[<http://www.vsjournals.de/index.php;do=viewmag/site=pvs/lng=de/area=pol/id=2/alloc=163/sid=4964784074912d173c37e9358150832>]

Ausgabe 1, März 2009

Daniel Göler, "Europäisierung hat viele Gesichter. Anmerkungen zur Widerlegung des Mythos einer 80-Prozent-Europäisierung"

Thomas König, Lars Mäder, "Antwort auf die Replik von Daniel Göler zum Beitrag "Das Regieren jenseits des Nationalstaates und der Mythos einer 80-Prozent-Europäisierung in Deutschland"

Questions internationales

[<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/revues-collections/questions-internationales/index.shtml?xtor=EPR-686>]

Numéro 36, Mars 2009

La Méditerranée : un avenir en question

Serge Sur, "Ouverture - Une seule mer pour plusieurs rivages".

Jacques Huntzinger, "La Méditerranée d'une rive à l'autre".

George Corm, "Histoire et mémoire en Méditerranée. Le choc des traumatismes".

Yves Lacoste, "La Méditerranée, espace géopolitique".

Jean-Paul Pancraccio, "Un espace maritime juridique singulier".

Dorothee Schmid, "Du processus de Barcelone à l'Union pour la Méditerranée: changement de nom ou de fond?".

Jean-Robert Henry, "Le retour de la dimension humaine".

Youssef Courbage, "Vers une convergence démographique entre les rives Nord et Sud".

Pierre Beckouche, "L'Euro-Méditerranée, réponse à la crise économique".

Stéphane Delory, "Risques et menaces sécuritaires : des perceptions divergentes".

La Méditerranée : éléments chronologiques

François Baratte, "Une mémoire menacée : le patrimoine méditerranéen".

Vanessa Richard, "De nombreux défis environnementaux".

Thierry Baudouin, "La Méditerranée dans la mondialisation : *hubs*, villes portuaires et pôles".

Ali Bensaâd, "La Méditerranée occidentale à l'épreuve des mouvements migratoires".

Pierre Blanc and Sébastien Abis, "Les enjeux agricoles et agroalimentaires en Méditerranée".

Questions européennes

Elsa Tulmets, "République tchèque : une présidence européenne sous pression".

Claude Truchot, "Le régime linguistique des institutions de l'Union européenne : le

droit... et la pratique”.

Alice Gardel, “Encadré: Les Européens, la diversité linguistique et le multilinguisme”.

Regional & Federal Studies

[<http://www.tandf.co.uk/journals/titles/13597566.asp>]

Volume 19, issue 1, 2009

Government Coalitions in Multi-level Settings: Institutional Determinants and Party Strategy

Pekka Kettunen and Michael Kull, “Governing Europe: the Status and Networking Strategies of Finnish, Estonian and German Subnational Offices in Brussels”.

Ekaterina Domorenok, “The Committee of the Regions: in Search of Identity”.

Revue du Marché commun et de l'Union européenne

[<http://www.editecom.com/index2.php?refRevue=RMC>]

Numéro 525, Février 2009

Florence Chaltiel, “Le traité de Lisbonne peut-il entrer en vigueur?”.

Roland Genson en collaboration avec Erwin Buysens, “La transformation d'Europol en agence de l'Union – Regards sur un nouveau cadre juridique”.

Alexandre Met-Domestici, “Les parlements nationaux et le contrôle du respect du principe de subsidiarité”.

Amandine Garde, “L'affaire Viking : dans quelle mesure une action syndicale collective peut-elle constituer un obstacle à la liberté d'établissement?”.

Hamid Kaddouri, “La valeur ajoutée de la politique européenne de voisinage en matière de conditionnalité politique”.

Philippe Marchat, “Coup d'œil sur la Russie d'aujourd'hui...”.

Antoine Menet, “Le programme Européen d'aide aux plus démunis de la Communauté”.

Lucienne-Victoire Fernandez-Maublanc, “Accroissement des restrictions nationales valablement apportées à la déduction transfrontalière des pertes et liberté d'établissement”.

Numéro 526, Mars 2009

Loïc Gard, “« Ciel ouvert » entre l'Union européenne et les États-Unis – Enfin ! Déjà ? Bientôt...”.

Romain Yakemtchouk, “La navigation par satellite – Les systèmes européens GALILEO et EGNOS”.

Nelly Jazra Bandarra, “L'Union pour la Méditerranée : le cas du Liban”.

Elizabeth F. Defeis, “La protection des droits individuels – Une comparaison entre l'Union européenne et les États-Unis”.

André Dumoulin en collaboration avec Mathias Bonneu and Philippe Manigart, "Du poids des opinions publiques européennes".

Jean-Yves Hpcquet, "Un témoin de 50 ans de coordination des législations de Sécurité sociale en Europe - Le Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale".

Stéphane Rodrigues en collaboration avec Christophe Bernard-Glanz, "Chronique des marchés publics dans la jurisprudence communautaire (1er juillet 2007 - 31 décembre 2008)".

Eleftheria Neframi, "Notes de lecture".

Numéro 527, Avril 2009

Corinne Vadcar, "La relation transatlantique à l'heure de Barack Obama - Le faux débat du protectionnisme".

Romain Yakemtchouk, "« La politique étrangère » de l'Union européenne".

Hamid Kaddouri, "La gestion des conflits dans le cadre de la politique euro-méditerranéenne - Le cas des événements de Gaza".

Philippe Marchat, "L'Albanie, pays des aigles..., candidat à l'adhésion?".

Alan Herve, "Le mécanisme de règlement des différends de l'OMC - L'interminable contentieux transatlantique sur le bœuf aux hormones".

Sébastien Guigner, "Le Marché commun, un écran de fumée pour la législation communautaire contre le tabagisme".

Patricia Garcia-Duran Huet en collaboration avec Montserrat Millet and Elisa Casanova, "La réduction au préjudice des régions du Sud de l'Europe du volet communautaire pour la coopération transfrontalière dans le cadre de la politique de cohésion".

Altide Canton-Fourrat, "La langue de la République, les langues régionales et la Constitution, brèves réflexions sur la modification de l'article 75 de la Constitution".

Nathalie Ros, "Note de lecture".

Numéro 528, Mai 2009

Javier Solana, "L'Union européenne : dix ans de politique européenne de sécurité et de défense".

Florence Chaltiel, "D'une présidence à une autre... La présidence tchèque et ses enjeux à mi-parcours".

Maxime Lefebvre, "Le Partenariat oriental : à l'Est rien de nouveau?".

Nelly Jazra-Bandarra, "Un développement durable pour la Méditerranée".

Tomas Garcia Azcarate, "La PAC après son 'bilan de santé'".

Catherine Jasserand, "Révision de la directive OPCVM : adoption de « UCITS IV »".

Corinne Boismain, "Difficultés nées du laxisme de la transposition dans le droit français d'une directive communautaire harmonisant le droit des sociétés commerciales".

Thierry Fouquet, "Chronique des aides publiques – 2008".

Jean-Pierre Maublanc, "Baisse de la TVA sur la restauration : épilogue?".

Nathalie Ros, "Note de lecture".

Revue Internationale de Politique Comparée

[<http://ripc.spri.ucl.ac.be>]

Volume 15, numéro 4, 2008

Dossier : Les rémissions en cause de l'intégration européenne

Florence Delmotte, "La légitimité de l'Union européenne, une affaire de bons sentiments ? Réflexions sur l'appartenance à la communauté politique".

Vivien A. Schmidt, "Délibération publique et discours de légitimation en France et en Grande-Bretagne face à l'intégration européenne".

Bruno Cautrès et Nicolas Monceau, "Une résistance à l'Europe inattendue ? L'euroscpticisme en Turquie".

Amandine Cresppy, "La cristallisation des résistances de gauche à l'intégration européenne : les logiques de mobilisation dans la campagne référendaire française de 2005."

Sophie Heine, "Les résistances altermondialistes à l'Union européenne : Analyse comparative des idéologies d'Attac-France et d'Attac-Allemagne".

Christophe Bouillaud, "L'Union européenne et l'Italie des années 2000, ou comment continuer à 'aimer bien celui qui vous châtie bien'".

Jeanne Hersant, "Contourner les normes européennes grâce... aux instruments européens. L'impératif de sécurité nationale ou les résistances à l'intégration européenne de la Grèce".

Pierre Muller et Pauline Ravinet, "Construire l'Europe en résistant à l'UE ? Le cas du processus de Bologne".

Emiliano Grossman, "La résistance comme opportunité : les stratégies des institutions politiques françaises face à l'Europe".

Yves Déloye, "En guise de conclusion : ce que résister veut dire ou les paradoxes d'une construction européenne face aux contingences historiques et aux logiques politiques nationales".

West European Politics

[<http://www.informaworld.com/openurl?genre=journal&issn=0140-2382>]

Volume 32, Issue 3, 2009

Daniel Finke, "Challenges to Intergovernmentalism: An Empirical Analysis of EU Treaty Negotiations since Maastricht".

Volume 32, Issue 2, 2009: France's Political Institutions at 50

Articles

Emiliano Grossman and Nicolas Sauger, "Introduction: The Institutions of the French Republic at 50".

Robert Elgie, "Duverger, Semi-presidentialism and the Supposed French Archetype".

Emiliano Grossman, "The President's Choice? Government and Cabinet Turnover under the Fifth Republic".

Sébastien G. Lazardeux, "The French National Assembly's Oversight of the Executive: Changing Role, Partisanship and Intra-Majority Conflict".

Nicolas Sauger, "Party Discipline and Coalition Management in the French Parliament".

Olivier Costa and Eric Kerrouche, "MPs under the Fifth Republic: Professionalisation within a Weak Institution".

André Blais and Peter John Loewen, "The French Electoral System and its Effects".

Simon Bornschier and Romain Lachat, "The Evolution of the French Political Space and Party System".

Sylvain Brouard, "The Politics of Constitutional Veto in France: Constitutional Council, Legislative Majority and Electoral Competition".

Frank R. Baumgartner, Martial Foucault and Abel François, "Public Budgeting in the French Fifth Republic: The End of La République des partis?".

Emiliano Grossman and Nicolas Sauger, "The End of Ambiguity? Presidents versus Parties or the Four Phases of the Fifth Republic".

Soutenances de thèses

Dissertation defences

Virginie GUIRAUDON, *La recherche de nouvelles arènes institutionnelles : le cas de la coopération européenne en matière migratoire*, habilitation à diriger des recherches en science politique sous la direction de Pierre Muller.

Soutenue le 27 mars 2009 à l'IEP de Paris.

Jury :

Pierre MULLER (directeur et rapporteur), directeur de recherches au CNRS, CEVIPOF, Sciences-Po Paris

Nonna MAYER, directrice de recherches au CNRS, CEVIPOF, Sciences-Po Paris

Peter HALL (rapporteur), Krupp Foundation Professor of European Studies, université d'Harvard, Cambridge, MA (Etats-Unis)

Patrick HASSENTEUFEL (rapporteur), professeur des universités en science politique, Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

Frédéric SAWICKI, professeur des universités en science politique, université de Lille 2.

Patrick WEIL, directeur de recherches au CNRS, CHS 20^e, université de Paris 1.

Résumé du dossier :

Virginie Guiraudon, chargée de recherches CNRS au Ceraps (Lille) a présenté ses travaux pour l'habilitation à diriger des recherches en science politique. Le dossier soumis pour obtenir l'habilitation à diriger des recherches en science politique et préparé sous la direction de Pierre Muller directeur de recherches CNRS porte sur *l'eupéanisation des politiques d'immigration et d'intégration*. Il est composé de trois volumes ainsi que du livre *Les politiques d'immigration en Europe. Allemagne, France, Pays-Bas* paru en 2000.

Le premier volume résume mon parcours de recherche depuis ma soutenance de thèse à Harvard en 1997 jusqu'à la fin 2008. Il commence par un bilan sommaire de mes activités et la mise en exergue de certaines caractéristiques de mon dossier (interdisciplinarité, participation à des projets collaboratifs internationaux à visée comparative, implication dans les débats théoriques des champs étudiés, investissement dans la formation et l'administration de la recherche). Ensuite, je présente brièvement les principaux programmes de recherche que j'ai menés à bien depuis 1998, en particulier l'étude de l'action publique européenne (1) et de la contestation transnationale (2) dans le domaine des migrations. Un tableau récapitule les contrats de recherche, organisations de colloques ou d'ateliers, enseignements, conférences invitées et publications associés à chaque question de recherche. Le rapport conclut en insistant sur les points forts de mes activités de formation, et d'administration de la recherche.

Le deuxième volume contient la liste complète de mes publications ainsi qu'une sélection de publications scientifiques rédigées dans les dix dernières années et qui relèvent des différents projets de recherche décrits dans le premier volume. Y sont inclus notamment les introductions et chapitres des numéros de revues ou des ouvrages que j'ai dirigés. Y figurent également des publications sur les arènes institutionnelles dans les politiques publiques, les nouveaux acteurs des politiques d'immigration, l'eupéanisation des politiques migratoires, le rôle des institutions internationales pour expliquer le changement dans les politiques publiques, les mobilisations transnationales et la sociologie politique de l'Union européenne.

Le troisième volume est un manuscrit que je souhaite publier et qui rend compte des résultats de mes recherches sur l'eupéanisation des politiques d'immigration et

d'intégration. La question de recherche était la suivante : pourquoi certains pays européens ont coopéré en matière à partir des années 1980, avec des règles du jeu intergouvernementales qui privilégiaient la cooptation progressive de nouveaux Etats membres et un contenu qui mettait l'accent sur l'aspect sécuritaire des migrations et la nécessité d'enrayer les flux ? Le manuscrit souligne que la répartition des compétences dans le domaine migratoire est complexe et que les jeux de souveraineté privilégient essentiellement certains acteurs bureaucratiques nationaux (ceux chargés de la sécurité) et dans certains pays de l'Union (ceux qui ont négocié des règles communes dans le « club Schengen » avant de les imposer aux autres). Certains acteurs du secteur ont vu leur position renforcée et d'autres ont été déstabilisés. Le changement d'échelle est à la fois un changement de règles du jeu, une reconfiguration institutionnelle mais aussi une redéfinition des limites du champ d'action publique, ce que Baumgartner et Jones appellent respectivement un changement de « policy venue » et de « policy image ». Il profite à certains acteurs et en met d'autres « hors champ ».

Le manuscrit s'interroge d'abord sur les raisons pour lesquelles les responsables des politiques d'immigration ont voulu participer à des forums transgouvernementaux de coopération dans les années 1980 et 1990, en particulier dans le cadre de Schengen. Il examine plusieurs hypothèses et retient celle des contraintes légales et les rivalités interministérielles qui pesaient sur leur action. Ensuite, le manuscrit analyse comment la coopération a été possible et quels récits l'ont justifiées. Enfin, il s'agit de montrer les avantages de la coopération européenne sur l'élaboration des politiques seulement au niveau stato-national. En 1997, le traité d'Amsterdam fait des politiques d'immigration et d'asile des politiques communautaires et Schengen rentre dans le cadre juridique de l'Union européenne. Comment expliquer ce développement et plus largement l'institutionnalisation de la politique d'immigration européenne ? Un chapitre est consacré à cette question et à l'évolution des règles du jeu dans ce secteur. Deux chapitres sont ensuite consacrés aux fins de la politique européenne et aux moyens mis en œuvre pour y parvenir : la contrôle à distance des étrangers via la politique des visas, les sanctions contre les transporteurs, et la coopération avec des pays tiers. Il s'agit de montrer comment cette délégation partielle du contrôle étatique hors des frontières s'effectue en pratique mais aussi ses limites. La conclusion insiste sur les apports théoriques de l'étude et sur les conséquences empiriques des politiques communautaires en matière de contrôle migratoire.

Tiia LEHTONEN, Small States - Big Negotiations. Decision-Making Rules and Small State Influence in EU Treaty Negotiations, PhD thesis

Defended on 27 March, 2009 at the European University Institute (Department of Political and Social Sciences)

Jury: Derek Beach (Univ. Aarhus), Adrienne Héritier (EUI/RSCAS) (Supervisor), Jonas Tallberg (Univ. Stockholm), Jacques Ziller (formerly EUI, Law Department, currently Univ. Pavia)

Abstract : This study examines the impact of the decision-making rules, procedures and practices of the European Union on the ability of small Member States to influence Treaty negotiation outcomes, and assesses the causality of this influence in Treaty revision. Within Treaty-making processes, actor influence is here expected to vary according to the institutional preconditions, and small states are presumed to benefit from particular type of decision-making rules to the disadvantage of others. The fundamental aim of the study is therefore to investigate the conditions under which small state influence increases in European Union Treaty-negotiations. To explain this puzzle, a distinction is made between two types of Treaty-making processes, those of the Intergovernmental Conferences and the Convention, which allows for subsequent comparisons between the decision-making rules of *unanimity* and *restricted consensus*. In order to empirically test the underlying hypotheses, explicit units of observation are chosen from the IGCs of

Amsterdam, Nice and 2003-04, and the Convention on the Future of the EU. In-depth comparisons are made between four small Member States – Belgium, Denmark, Finland and Ireland – and their *de facto* influence is process-traced through three substantial issues of the institutional reform: the composition of the Commission, the extension of qualified majority voting and the reform of Council Presidency. The empirical analysis focuses on both informal and formal levels of decision-making dynamics, and a further analytical distinction is made between bargaining and deliberation modes of conflict-resolution. Drawing initially on theories of rational choice institutionalism (RCI) and liberal intergovernmentalism (LI), the unanimity rule as applied in the IGCs is expected to strengthen the formal position of an individual small state by providing, respectively, a veto-right for each negotiator and promoting asymmetric interdependency. The empirical findings confirm the major underlying hypothesis concerning the correlation between the adopted decision-making rules and the small states' impact on distributional outcomes in the EU Treaty-amending negotiations on the one hand, and the superiority of the unanimity rule for small states on the other. Yet, a couple of additional key success factors – other than can be explained exclusively along the conjectures of RCI or LI schools – are also identified in the study.

Florent PARMENTIER, *L'Etat de la politique européenne de voisinage. Contribution à une sociologie historique des Etats ukrainien et moldave*, thèse en science politique sous la direction de Jacques Rupnik.

Soutenue le 10 avril 2009 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Jury : Catherine Durandin (rapporteur), Zaki Laïdi, Jacques Rupnik (directeur de recherche), Yves Surel (président), Anne de Tinguy (rapporteur).

Résumé : La politique européenne de voisinage (PEV) constitue sans doute la politique étrangère la plus ambitieuse de l'Union européenne depuis sa naissance en 2003-2004 ; pourtant, son efficacité en termes de transformation des Etats voisins est souvent décriée dès qu'elle est comparée à la politique de l'élargissement. Cette étude vise à mieux comprendre l'efficacité relative de la politique européenne de voisinage en proposant une définition renouvelée de son rapport à l'Etat, par opposition à la « transitologie » qui s'est consacrée exclusivement aux régimes politiques, à l'économie et à la société civile. Pourquoi la PEV bute-t-elle sur la question de l'Etat dans les pays voisins ?

Pour répondre à cette question, nous considérons l'UE comme une puissance normative et la PEV comme un cadre de relations sociales entre l'Union et chaque pays du voisinage plutôt que comme une série de normes purement techniques. L'UE promeut une forme spécifique d'Etat, l'Etat de droit, qu'elle oppose aux Etats faibles de son voisinage, perçus de ce fait comme des menaces. Une fois le rapport à l'Etat dans la PEV défini par le couple Etat faible comme menace / Etat de droit comme objectif et solution, nous nous penchons sur la réception – trop souvent négligée – de cette politique. Nous comprenons ainsi pourquoi la conversion à l'Etat de droit n'a rien d'automatique et pourquoi la généralisation de la promesse d'adhésion ne garantit pas un plus grand succès de la PEV. En effet, penser la réception de la norme étatique européenne exige de prendre en compte les dynamiques socio-historiques de formation de l'Etat dans les contextes post-soviétiques.

Des phénomènes tels que la persistance de l'entité transnistrienne en Moldavie et la « Révolution orange » ukrainienne apparaissent ainsi dans toute leur complexité si on les approche sous l'angle de la sociologie historique de l'Etat. Cela implique d'articuler à la fois les changements institutionnels de l'Etat, l'évolution des pressions extérieures, qu'elles soient européennes ou autres, et le jeu des élites au sein des Etats considérés. L'Etat *de facto* transnistrien ne peut plus alors se réduire à un « trou noir mafieux », pensé indépendamment du système de capitalisme de contrebande, ou à un instrument piloté par Moscou, négligeant la légitimité interne qu'il est parvenu à construire. De

même, cette approche permet de repenser la « Révolution orange » et ses relations avec l'Etat, notamment la norme étatique européenne de l'Etat de droit.

Cécile WENDLING, The European Union Response to Emergencies. A Sociological Neo-Institutionalist Approach, PhD thesis

Defended on 4 May, 2009 at the European University Institute (Department of Political and Social Sciences)

Jury: Olivier Borraz (Centre de Sociologie des Organisations, CNRS, Paris), Magnus Ekengren (Swedish National Defence College), Alexander Trechsel (EUI), Pascal Vennesson (RSCAS/EUI) (Supervisor)

Abstract: Disasters can strike at any time and can be of various types: natural like the Tsunami of 2004 that left over 300,000 people dead or man-made like the 2006 war between Israel and Hezbollah fighters. In face of the recurrence of major emergencies both inside and outside the EU borders, EU governments agreed in 2001 to set up a system which would allow them to pool their resources. The Council Decision of 2001 created the Community Civil Protection Mechanism (CCPM) relying on the so-called Monitoring and Information Centre (MIC), as the crisis centre for civil protection located in Brussels at the European Commission. In 2005, another major step was made regarding EU emergency management, with the creation of the Emergency and Crisis Coordination Arrangements (CCA). These arrangements, which are legally dealt with by the Council, were developed to share information, ensure coordination and collective decision-making at EU level in an emergency. It is dealt with by the Joint Situation Centre (Sit Cen). These two new organizational structures of EU emergency management, the MIC and the Sit Cen, and the two new organizational architectures of EU emergency management (commission- and council- based) are the object of my research. The thesis addresses the question of their creation, adoption and implementation, developing a sociological neo-institutionalist approach based on the concept of divergent isomorphism. The thesis contributes to the development of both EU integration theory in the field of security and organizational theory in the field of emergency management..

Emplois, stages, post-doctorats

Jobs, internships, postdoctorat

Wissenschaftliche(n) Mitarbeiter(in), swisspeace

[\[www.swisspeace.org\]](http://www.swisspeace.org)

swisspeace sucht per 1. September 2009 oder nach Vereinbarung eine(n): wissenschaftliche(n) Mitarbeiter(in) zur Rolle von Unternehmen in Friedensprozessen (80-100%).

Zu den Aufgaben der wissenschaftlichen Mitarbeiterin/des wissenschaftlichen Mitarbeiters gehören die Durchführung von Projekten der Friedens- und Konfliktforschung, die Wahrnehmung von Lehraufträgen und die Durchführung von Beratungsmandaten. Nähere Angaben zu dieser Stelle finden Sie im beigefügten Stellenbeschrieb.

swisspeace ist ein praxisorientiertes Friedensforschungsinstitut mit Sitz in Bern. Thematische Schwerpunkte bilden die Prävention von Gewaltkonflikten und die zivile Friedensförderung. swisspeace unterhält enge Kontakte zu staatlichen und nicht-staatlichen Akteuren der Friedensförderung in der Schweiz und ist mit der Universität Basel assoziiert.

Deadline für Bewerbungen: 30. Juni 2009

Poste de Professeur en études électorales et méthodes quantitatives

Université du Québec à Montréal

[\[http://www.rhu.uqam.ca\]](http://www.rhu.uqam.ca)

Sommaire de la fonction :

- Enseignement et encadrement aux trois cycles d'études
- Recherche dans le domaine
- Services à la collectivité

Exigences :

- Doctorat en science politique ou dans une discipline connexe
- Spécialisation: théories du comportement électoral; analyse des résultats électoraux et des données de sondage; maîtrise des outils d'analyse statistique
- Une bonne connaissance des comportements électoraux au Québec et au Canada est souhaitable
- Avoir démontré une capacité d'enseignement et de recherche et être en mesure d'entreprendre, dès l'entrée en fonction, un programme de recherche
- Maîtrise du français parlé et écrit

Date d'entrée en fonction : 1^{er} décembre 2009

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir un curriculum vitae en français, détaillé, daté et signé, incluant trois lettres de recommandation ainsi qu'une copie de trois de leurs plus importantes publications avant le 25 septembre 2009, 17h00 à:

Monsieur Jean-Guy Prévost, directeur

Département de science politique

Université du Québec à Montréal

C.P. 8888, Succursale Centre-Ville

Montréal, Québec, H3C 3P8

Téléphone: (514) 987-3000 poste 4580

Télécopieur: (514) 987-0218

Date limite : 25 septembre 2009

Four new positions at the University of St. Gallen

- Assistant Professorship in the Political Economy of Development
- Assistant Professorship in International Organisation, with a focus on law or management
- Assistant Professorship in the Political Theory of Global Governance
- Doctoral position/research assistantship in Global Governance

[www.ipw.unisg.ch]

The appointees will join a new inter-disciplinary research programme on "Global Democratic Governance" in the School of Economics and Political Science, comprising established scholars in political science, economics, international law and public administration, and communications science. Applicants should have a doctorate in one of these academic fields and a willingness to collaborate on research and teaching with persons from other fields. Exceptional candidates from other disciplines will also be considered. The positions will initially be filled for three years with the possibility for a single three-year renewal.

For further information about the positions, please contact Prof. Daniele Caramani (by email at daniele.caramani@unisg.ch or telephone on +41 (0)71 224 3981).

Candidates should submit their application along with the usual supporting documents and a two-three page outline of the research plan no later than September 30th, 2009 to:

Ms Nicole Schmid

Institute of Political Science

University of St. Gallen

Bodanstrasse 8

9000 St. Gallen

Switzerland

Electronic applications by email to: nicole.schmid@unisg.ch

Deadline: September 30th, 2009

Próxima convocatoria de plazas en el Departamento de Ciencia Política y Relaciones Internacionales de la UAM

Universidad Autónoma de Madrid

El Departamento de Ciencia Política y Relaciones Internacionales de la UAM tiene previsto convocar a finales de junio o primeros de julio varias plazas de profesor, y en distintos campos. Aunque estamos todavía a la espera de que las plazas sean aprobadas por la Junta de la Facultad de Derecho y el Consejo de Gobierno, es muy probable que se traten de una plaza de Profesor Ayudante Doctor, de un Profesor Asociado de 6 hs. y de un Profesor Titular Interino a tiempo parcial para docencia e investigación en el campo de la Teoría política; de un Profesor Ayudante Doctor y de un Profesor Asociado de 4 hs. en el del Estado de bienestar y políticas públicas; y de un Profesor Ayudante Doctor y de un Profesor Asociado de 6 hs. en el de la Ciencia política. En su caso, la incorporación al Departamento sería en el próximo mes de septiembre.

Quedo a vuestra disposición para cualquier información complementaria que pueda proporcionar.

José Ramón Montero

Catedrático de Ciencia Política y Director

Departamento de Ciencia Política y Relaciones Internacionales

Facultad de Derecho

Universidad Autónoma de Madrid

E-28049 Cantoblanco (Madrid)

Pour plus d'informations contacter directement José Ramon Montero:

joseramon.montero@uam.es

**Plazas de profesorado para el Área de Ciencia Política y de la Administración
Universidad Pablo de Olavide de Sevilla**

[www.upo.es/]

La Universidad Pablo de Olavide de Sevilla acaba de publicar las siguientes plazas de profesorado para el Área de Ciencia Política y de la Administración

- Profesor Ayudante Doctor (Perfil: Ciencia Política y de la Adm.)
- Profesor Asociado, 8 horas (Perfil: Ciencia Política y de la Adm.)
- Profesor Asociado, 12 horas (Perfil: Gestión Pública)

Convocatoria:

http://www.upo.es/profesores/inf_general/oposiciones_concursos/con_2905/convocatoria_29_mayo_2009.pdf

Relación de plazas:

http://www.upo.es/profesores/inf_general/oposiciones_concursos/con_2905/ANEXO%20II.pdf

Bourses, allocations de recherche, prix Scholarships, grants, prizes

Ph.D. student – NCCR project “ Internationalization, mediatization, and the accountability of regulatory agencies” Professors Fabrizio Gilardi and Ioannis Papadopoulos

[www.nccr-democracy.uzh.ch]

The NCCR Democracy is an interdisciplinary research program on the challenges to democracy in the 21st century funded by the Swiss National Science Foundation and the University of Zurich. In the framework of the NCCR project “Internationalization, mediatization, and the accountability of regulatory agencies” we are seeking one Ph.D. student. The appointment is for four years and will begin on October 1, 2009.

Project description:

The project will rely on a small-N cross-country and cross-sectoral comparison of independent regulatory agencies. The Ph.D. candidate will scrutinize:

- how norms and « best practice » regarding policy efficiency and the accountability of agencies are diffused in transnational networks of regulators
- what kind of accountability discourse and practices agencies develop vis-à-vis different target-groups (politicians, regulatees, the media)
- if and how these target-groups hold agencies accountable.

Position / Profile:

We are looking for a Ph.D. student with research interests in institutionbuilding, policy diffusion, regulation, and/or accountability issues. We expect you to hold a Ma/MSc in political science or related discipline, to have strong skills in qualitative (elite interviewing, document analysis, ethnographic methods) and preferably quantitative methods too (e.g. network analysis), a very good knowledge of political science concepts and theories, and a strong active command of English.

Terms of employment:

We offer the successful candidate an intellectually stimulating position in a multi disciplinary group directed by Professor Fabrizio Gilardi (University of Zurich), a specialist of diffusion and regulation, and Professor Ioannis Papadopoulos (University of Lausanne), a specialist of governance and accountability.

Your employment and workplace will be at the “Institut d'études politiques et internationales” (IEPI) of the University of Lausanne, and you will be part of its research group LAGAPE (<http://www.unil.ch/iepi/page33255.html>).

You will prospectively obtain a Ph.D. from the UNIL, under supervision by Professor Papadopoulos and co-supervision by Prof. Gilardi. You will have to attend courses and seminars that are part of the NCCR doctoral program.

The salary will be according to the pay scale of the Swiss National Science Foundation (SNF) and an additional amount will be offered by the University of Lausanne for some extra teaching activity. Overall you can expect to receive (netto before taxes and health care insurance) the equivalent of approximately 2'400€ (3'700 CHF) per month.

Applications:

Applications should include:

- a letter of motivation
- a detailed curriculum vitae
- a list of three references
- copies of all academic degrees
- a statement from the university where you obtained your MA/MSc that you fulfil the conditions to be registered as a Ph.D. student (this is required for official registration at UNIL)
- the MA/MSc thesis

- a published article or two working/seminar papers.

Please submit your application in two Pdf files, the first containing all parts of the application except the MA/MSc thesis and other papers, to Mrs. Magali Gaget: magali.gaget@unil.ch.

For enquiries please contact before June 30 Prof. Ioannis Papadopoulos:

ioannis.papadopoulos@unil.ch

The deadline for applications is July 15, 2009.

Bourses de recherche – Confrontations Europe

[<http://www.confrontations.org>]

Pour mener à bien ses travaux de recherche sur les questions européennes (économie, sciences politiques, relations internationales, sciences sociales...), Confrontations Europe recherche des doctorants.

Dans le cadre de leur travail doctoral, Confrontations Europe propose aux doctorants de réaliser leur thèse au sein de l'association en menant un programme de recherche en liaison avec une équipe de recherche, un laboratoire, appartenant à un établissement d'enseignement supérieur ou un organisme public de recherche.

Ces embauches ont lieu dans le cadre d'une Convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) établie avec l'Association Nationale de la Recherche Technique, pour le compte du Ministère délégué à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche. Elles sont d'une durée de 3 ans.

Cette Convention associe :

- Confrontations Europe.
- Le jeune diplômé titulaire d'un diplôme d'études approfondi (Master 2) récent ou équivalent, souhaitant entreprendre un doctorat dans le cadre des travaux de recherche de Confrontations Europe.
- Une équipe de recherche qui assure l'encadrement de la thèse.

Rémunération. Les doctorants bénéficient d'une rémunération annuelle brute minimum de 20 500 €.

Candidature. Pour toute demande, adresser CV, lettre de motivation et descriptif du projet de recherche à Claude Fischer, secrétaire générale de Confrontations Europe : confrontations@wanadoo.fr

Prix de thèses de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Dans le cadre de sa politique de valorisation de son potentiel scientifique, et afin de faire connaître très largement les meilleurs résultats des recherches en Sciences Humaines et Sociales, l'Université Paris Ouest, Nanterre, La Défense a créé, pour chaque année, à partir de l'année 2009-2010, trois prix de thèses :

le prix René Rémond,

le prix Paul Ricoeur,

le prix Germaine Tillon.

Sont éligibles, au titre de l'année 2009-2010, les thèses soutenues entre décembre 2007 et décembre 2008 dans les Universités françaises et relevant de tous les champs disciplinaires représentés à l'Université de Paris Ouest, Nanterre, La Défense, soit l'ensemble des Sciences Humaines et Sociales, le droit, l'économie et la gestion.

Un jury, présidé par le (la) Président (e) de l'Université de Paris Ouest, sélectionne les ouvrages. Le jury est composé par les Vice-Présidents Recherche, deux représentants de la Commission publication, deux membres du Conseil Scientifique, deux membres du Conseil d'Administration de l'université de Paris Ouest, de trois personnalités extérieures nommées chaque année par le (la) Président (e) de l'Université de Paris Ouest et des membres du partenaire média.

Une fois les prix attribués, les ouvrages primés sont publiés par les Presses de Paris Ouest et diffusés par les Presses Universitaires de France.

Procédure :

Elle est en deux temps, et vaut pour les trois prix :

1- Les candidats adressent à l'Université de Paris Ouest (adresse ci-dessous) un dossier constitué de :

- le résumé de la thèse (en deux pages),
- le rapport de soutenance,
- la table des matières, l'introduction et la conclusion, le tout en version papier,
- un projet de transformation du mémoire de thèse en livre édité selon les recommandations données ci-dessous.

Le jury effectue alors une présélection d'une dizaine d'ouvrages.

2- Les auteurs présélectionnés préparent une version remaniée : 750 000 signes, espaces compris, notes et bibliographie compris avec un maximum de 40 illustrations au format de la collection (cartes, plans, photos). Le service d'édition de Paris Ouest apportera son aide pour la révision du travail et la transformation du travail de thèse en un ouvrage.

Le jury effectue son choix définitif des trois volumes. La première édition est exempte de redevances au titre des droits d'auteur. Les auteurs se voient proposer un contrat d'édition.

Calendrier : Pour des thèses soutenues entre décembre 2007 et décembre 2008

- Annonce : le 15 mai 2009
- Remise du dossier : 1er septembre 2009
- Annonce de la présélection : 1er novembre 2009
- Remise du manuscrit remanié : 1er juin 2010
- Sélection définitive des trois prix : 1er juillet 2010
- Publication : décembre 2010

Contact : Isabelle AUTRAN

Presses de Paris Ouest, Bureau A 320
Université de Paris Ouest, Nanterre, La Défense
200 avenue de la République
92001 Nanterre CEDEX
Tel. : 01 40 97 98 02 isabelle.autran@u-paris10.fr

Comptes rendus de manifestations scientifiques

Reports of scientific events

« Nouveaux » modes de gouvernance et action publique européenne
Journée d'étude Section d'études européennes de l'AFSP / Pacte- Politique- Organisations
Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, 23 janvier 2009

Organisateurs : Paolo Graziano (Assistant-professeur à l'Université Bocconi) et Charlotte Halpern (Chargée de recherche Fnsp, Pacte-Iep Grenoble)

Synthèse des débats

Depuis le début des années 1990, on observe un phénomène de diversification des formes de pilotage de l'action publique européenne, qui se manifeste principalement par le développement de « nouveaux » instruments de l'action publique européenne¹. Plus concrètement, ce phénomène se manifeste par la multiplication de modes de régulation de nature non-hiérarchique, principalement basés sur la communication et la concertation².

L'introduction d'accords volontaires, de labels, de standards et de mécanismes diversifiés d'incitation financière et fiscale est ainsi justifiée au nom de l'échec des "vieux" instruments de politiques publiques, mesuré en terme d'efficacité et de transparence des processus décisionnels. Dans des domaines où l'action publique européenne est contestée, ce phénomène a donné lieu à l'introduction de mécanismes de coordination, comme les stratégies de Lisbonne et pour l'emploi, la méthode ouverte de coordination³ et enfin le processus de Bologne⁴, qui constituent autant de tentatives de définition d'une troisième voie entre une logique d'intégration et une logique de coopération⁵. Cependant, des travaux récents montrent que les institutions européennes, et notamment la Commission, n'ont pas émergé comme un acteur central lors de l'élaboration et / ou de la mise en œuvre de ces « nouveaux » modes de gouvernance⁶. D'autres montrent leurs limites en termes d'ouverture du processus décisionnel européen aux acteurs de la société civile organisée⁷.

A partir d'une réflexion centrée sur les « nouveaux » modes de gouvernance, cette journée d'étude s'est interrogée sur les recompositions de l'action publique européenne.

¹ Pour une définition de ce terme, voir Lascoumes, Pierre, Le Galès, Patrick (dir.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po.

² Cini, Manuele and Rhodes, Martin, (2007), *New modes of governance in the EU: Common objectives versus national preferences*, European Governance Papers (EUROGOV) N° N-07-01 : <http://www.connex-network.org/eurogov/pdf/egp-newgov-N-07-01.pdf>

³ Pour une analyse générale, voir Borràs, Susana, Greve, Bent, (2004), « The open method of coordination in the EU », *Journal of European public Policy*, vol.11, n°2, p.181-348.

⁴ Voir Ravinet, Pauline, (2007), *La genèse et l'institutionnalisation du processus de Bologne : entre chemin de traverse et sentier de dépendance*, Thèse de doctorat, IEP de Paris, Paris, Institut d'études politiques.

⁵ Dehousse, Renaud, (dir.), (2004), *L'Europe sans Bruxelles ? Une analyse de la méthode ouverte de coordination*, Paris, L'Harmattan.

⁶ Sur le rôle de la Commission, voir P. Ravinet (op.cit.) au sujet du Processus de Bologne, le travail en cours de C. Radaelli sur le Regulatory Impact Assessment, publié dans le *Journal of European Public Policy*, 2005, 12(5), p.924-943 et 2007, 14(2), p.190-207.

⁷ Kröger, Sandra, (2008), « Nothing but consultation : the place of organised civil society in EU policy-making across policies », European Governance Papers (EUROGOV) n°C-08-03 : <http://www.connex-network.org/eurogov/pdf/egp-connex-C-08-03.pdf>

L'approche par les instruments d'action publique permet en effet de mettre en question l'idée selon laquelle ces mécanismes constitueraient a priori des vecteurs de démocratisation de l'action publique européenne et contribueraient au renforcement du rôle joué par les institutions européennes en terme de pilotage de l'action publique.

L'enjeu de cette journée d'étude a dès lors consisté à susciter un débat théorique et méthodologique autour de ces « nouveaux » modes de gouvernance et de leur rôle dans le pilotage de l'action publique européenne à partir de résultats empiriques récents. Les questions suivantes seront plus particulièrement développées :

- Quelles sont les logiques expliquant l'introduction de ces « nouveaux » modes de gouvernance, ainsi que le choix de leurs principales caractéristiques ?
- Quels sont les effets produits par la formulation et la mise en œuvre de ces « nouveaux » modes de gouvernance en termes de redistribution des ressources et des compétences entre les acteurs du jeu européen, en termes d'accès au processus décisionnel européen ?
- Peut-on identifier des mécanismes spécifiques de transfert et de diffusion de ces « nouveaux » modes de gouvernance d'un domaine de l'action publique à un autre, d'un instrument à l'autre ?

Les contributions, ainsi que les débats qu'elles ont suscités, se sont organisés en deux temps :

- 1) Les effets des « nouveaux » modes de gouvernance en termes d'ouverture des processus décisionnels (Boussaguet, Ravinet, Halpern) ;
- 2) Les effets des « nouveaux » modes de gouvernance en termes de pilotage de l'action publique européenne (Sabourin, Jacquot, Tholoniati).

Plus généralement, l'ensemble de ces contributions a mobilisé l'approche par les instruments d'action publique, pour en souligner les apports ou les limites.

Vecteurs de démocratisation ?

A partir de quatre variations du dispositif de conférence citoyenne, **Laurie Boussaguet** s'interroge sur le recours croissant par les institutions européennes à la consultation de citoyens « ordinaires » dans le contexte de crise de légitimité de l'Union européenne. Ce recours aux citoyens passe par des dispositifs de consultation variés, qui partagent deux caractéristiques communes : la recherche de consensus et la formation de citoyens en vue d'instaurer le dialogue avec des experts. Cette approche permet de rendre compte de la grande variété des dispositifs existants (portée, règles de fonctionnement), ainsi que de leur caractère non-représentatif de la société européenne (des élites auto-sélectionnées », i.e., diplômés, engagés, mobiles). Ces dispositifs de consultation constituent une forme d'opérationnalisation de la rhétorique du changement esquissée au niveau européen depuis la parution du Livre Blanc : ils structurent l'évolution des formes de légitimation de l'action publique européenne, mais leurs effets sur le processus décisionnel est marginal.

Les gouvernements des Etats européens ont-ils besoin de l'Union européenne pour développer de « nouveaux » modes de gouvernance ? L'intervention de **Pauline Ravinet** montre, à partir de l'exemple du Processus de Bologne, que les institutions européennes, et en particulier la Commission et le Conseil (Stratégie de Lisbonne), n'ont joué qu'un rôle mineur dans l'émergence d'un espace de l'enseignement supérieur en Europe. Le Processus de Bologne constitue de ce point de vue un mode de gouvernance original, qui repose sur des formes spécifiques de coordination structurée et de coopération vigilante, et se distingue ainsi de la méthode ouverte de coordination. Cette capacité de surveillance repose sur la multiplication d'instruments d'action publique, qui contribuent à la structuration de la communication interne et externe, et à la formalisation de l'information, notamment en ce qui concerne la représentation des résultats.

Enfin, dans son intervention consacrée au choix et à la combinaison des instruments de l'action publique environnementale européenne, **Charlotte Halpern**

montre que l'approche par les instruments permet de renouveler les hypothèses sur la politique européenne de l'environnement. L'analyse longitudinale et sociologique de l'évolution de ces instruments depuis 1971 montre que ces instruments ne sont pas spécifiques à l'Union européenne (Etats membres, droit international de l'environnement), et que des instruments de nature non-hiérarchique, principalement basés sur la communication et la concertation ont été introduits dans la politique européenne de l'environnement dès les années 1970s. L'évolution des formes d'instrumentation de cette politique, c'est-à-dire du choix et de la combinaison des instruments, montre leur rôle structurant sur le développement au niveau européen d'une politique de l'environnement autonome, et en particulier le maintien d'un système décisionnel à deux niveaux et la permanence de disparités géographiques et sectorielles fortes. Dans ce contexte, l'innovation instrumentale est marginale, le changement s'opère sur le mode incrémental.

Au terme de cette première session, la discussion, introduite par **Bruno Jobert** et poursuivie avec le reste de l'assistance, s'est engagée autour d'une première thématique : *la pertinence d'une approche par les instruments d'action publique*. Cette approche n'opère pas une rupture complète avec l'analyse des politiques publiques, mais contribue à remettre la question de l'instrumentation au centre de l'analyse. Elle permet néanmoins de sortir du débat entre une analyse en termes de dépendance au sentier et une analyse en termes de changement de paradigme. Peut-on pour autant faire l'économie d'un questionnement sur les discours et les valeurs qui fondent ces instruments ? Comment les réintégrer dans l'analyse ? Ainsi, si l'on prend au sérieux la notion d'instrumentation pour identifier les mécanismes de changement à l'œuvre, peut-on faire l'impasse d'une réflexion sur le rôle structurant des acteurs et des discours dans les dynamiques de choix et de combinaison d'instruments d'action publique ?

Une seconde thématique a porté sur *le caractère réducteur d'une analyse centrée sur UN instrument d'action publique*. Ainsi, peut-on rendre compte du recours aux citoyens sans lien, d'une part, avec la remise en cause par les institutions européennes, et notamment la Commission, des privilèges qui avaient été accordés aux partenaires sociaux dans le processus décisionnel européen ; et d'autre part, sans lien avec l'évolution et la diversification des formes d'expertise au niveau européen ? De la même manière, peut-on faire la généalogie d'un nouveau mode de gouvernance comme le Processus de Bologne sans la mettre en relation avec la spécificité du secteur de l'éducation supérieure (faible capacité de pilotage des gouvernements nationaux, forte internationalisation du marché) ? Enfin, ne faudrait-il pas développer des travaux comparatifs plus systématiques entre deux modes de gouvernance, comme la Méthode ouverte de coordination et le Processus de Bologne, par exemple, ou entre deux dispositifs de consultation, comme les conférences de citoyens et d'autres dispositifs de consultation introduits au niveau européen, comme par exemple l'Agora du Parlement européen ?

Une capacité accrue de pilotage de l'action publique européenne ?

La seconde partie de cette journée d'étude était consacrée à l'analyse des effets des nouveaux modes de gouvernance en termes de pilotage de l'action publique européenne. Dans son intervention consacrée au rôle des instruments d'action publique dans le développement d'une politique communautaire de coopération au développement, **Amandine Sabourin** s'est intéressée aux logiques de dépolitisation à l'œuvre dans le choix et la combinaison de ces instruments. Les freins mis par les Etats membres à l'élaboration d'une politique commune dans ce domaine expliquent que la Commission ait progressivement introduit un cadre d'action évolutif au regard de ses effets contraignants (communication, code de conduite, cadre pluriannuel, etc.). Ainsi, le réalignement progressif des politiques nationales de coopération au développement autour d'une définition commune des problèmes résulte principalement de la dimension procédurale des instruments introduits par la Commission européenne très en amont du processus décisionnel.

L'intervention de **Sophie Jacquot** porte sur le rôle du *Gender Mainstreaming* dans la reconfiguration de la politique européenne d'égalité entre les femmes et les hommes. Le *mainstreaming* constitue un nouveau mode de gouvernance à part entière, du fait de ses caractéristiques propres et des usages qui en ont été faits pour rationaliser un secteur d'action publique en crise. L'introduction de ce nouveau mode de gouvernance a en effet directement conduit au passage d'un modèle de l'exception (1957 - 1990s) à un modèle de la diversité (depuis le milieu des 1990s) : on passe ainsi d'une politique fortement régulatrice, limitée à l'égalité des rémunérations et des chances, et structurée autour d'une communauté militante restreinte organisée en petites structures autonomes à une politique incitative étendue à l'ensemble des domaines d'intervention de l'Union européenne, et structurée par une pluralité d'acteurs dont les logiques d'organisation ont fait l'objet d'une rationalisation. Ce processus de changement s'est opéré sur le mode incrémental, le *Gender Mainstreaming* contribuant progressivement à l'accélération d'un processus de rationalisation et de modernisation d'une politique publique fortement contestée. De ce point de vue, il s'agit d'un effet inattendu et sans lien avec les objectifs que lui avaient assignés ses promoteurs, i.e., réduire les inégalités entre les femmes et les hommes.

A partir d'une comparaison entre la Stratégie européenne pour l'emploi et la Stratégie de Lisbonne, la contribution de **Luc Tholoniati** avait pour objectif d'explorer les paradoxes de la Méthode ouverte de coordination en tant que nouveau mode de gouvernance. A une première phase d'expérimentation (1997-2003), au cours de laquelle ce mode de pilotage de l'action publique européenne s'est multiplié dans nombres de secteurs longtemps considérés comme relevant de la souveraineté nationale, a ensuite succédé une phase de rationalisation (2003-2006) mettant en exergue les limites de ce nouveau mode de gouvernance. Depuis la révision à mi-parcours de la Stratégie de Lisbonne (2005-2006), on se trouverait aujourd'hui dans une phase de normalisation autour de mécanismes et de techniques davantage stabilisés. Ce processus d'institutionnalisation quelque peu chaotique de la Méthode ouverte de coordination révèle une contradiction intrinsèque de l'instrument, qui doit remplir deux fonctions difficilement conciliables : susciter l'activisme politique afin de nourrir l'agenda européen, d'une part, et créer un cadre d'action stabilisé dans le temps de l'autre. Au-delà de la fragilité apparente des mécanismes, défaits et refaits au cours du temps, la comparaison entre la Stratégie européenne pour l'emploi et la Stratégie de Lisbonne permet d'identifier un processus de consolidation des acteurs et de stabilisation des procédures constitutives de ce nouveau mode de gouvernance (dimension générique).

Au terme de cette seconde session, la discussion, introduite par **Monika Steffen** et **Sabine Saurugger**, a principalement porté sur un impératif de *clarification des relations entre nouveaux modes de gouvernance et processus d'intégration européenne*. En procédant à la généalogie de deux modes de gouvernance, les intervenants ont identifié les processus d'apprentissage et d'institutionnalisation à l'œuvre sur la moyenne durée, et analysé leurs effets (parfois inattendus) sur une politique commune (Jacquot) et sur les dynamiques et politisation à l'œuvre (Tholoniati). Ceci étant, cette approche centrée sur un (ou plusieurs) modes de gouvernance permet-elle de rendre compte de leurs effets sur le processus d'intégration européenne ? Cette échelle d'analyse est-elle pertinente pour expliquer (en partie) ce processus ? De la même manière, quels sont les mécanismes explicatifs du transfert de ces nouveaux modes de gouvernance d'un secteur à l'autre, d'un système politique à l'autre (Sabourin) ?

Dans la lignée de cette réflexion sur la relation entre nouveaux modes de gouvernance et processus d'intégration européenne, Jacquot et Boussaguet identifient *quatre éléments caractéristiques des nouveaux modes de gouvernance*⁸ : 1) un brouillage de la frontière entre public et privé pour inclure davantage d'acteurs issus de la société civile, 2) un polycentrisme institutionnel, 3) un assouplissement des contraintes (*soft law*), 4) une forte dimension procédurale. Ces éléments caractérisaient

⁸ Texte à paraître dans R. Dehousse, (dir.), *Les politiques européennes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

déjà le système de gouvernance européen auparavant, mais l'émergence des nouveaux modes de gouvernance a contribué à accentuer ces caractéristiques, notamment par le développement d'une « constellation polycentrique » d'acteurs institutionnels variés. Ces acteurs (ré)-investissent ces nouveaux modes de gouvernance, comme les Etats membres, contribuant ainsi à la redéfinition des problèmes publics, à la réallocation des ressources entre les acteurs d'un politique européenne, à l'émergence de nouvelles priorités. Ainsi, les nouveaux modes de gouvernance constituent des mécanismes peu contraignants, dont on peut observer la diffusion d'une politique publique à l'autre et d'un système politique à l'autre, et qui structurent les relations entre les institutions européennes et entre les institutions européennes et les Etats membres (Graziano).

Enfin, la discussion a porté sur *la notion de changement*, très présente en creux dans l'ensemble des présentations et des discussions. Si l'ensemble des participants s'accorde sur le fait que ces nouveaux modes de gouvernance sont vecteurs de changement, ceci mériterait d'être approfondi et clarifié. Quels sont les mécanismes à travers lesquels s'opère ce changement ? Qu'est-ce qui change exactement : le mode de gouvernance ? Les politiques publiques ou les formes de production de l'action publique ? Les stratégies et les coalitions d'acteurs ? La définition des problèmes publics et les modalités de leur mise à l'agenda ? Ou plus largement, les logiques d'intégration européenne ?

En conclusion, **Paolo Graziano** met en exergue le fait que les interventions et les débats convergent autour du caractère non pertinent de la distinction ancien / nouveau pour caractériser les modes de gouvernance. La nouveauté tient plus aux différents modes de combinaison entre plusieurs types d'instruments d'action publique (Halpern, Ravinet, Sabourin), qui seraient caractéristiques d'une évolution des formes de production et de légitimation de l'action publique européenne. Les résultats empiriques présentés au cours de la journée d'étude proposent aussi plusieurs pistes de réponses qu'il conviendrait d'approfondir de manière plus systématique, notamment par le biais de la comparaison entre modes de gouvernance, entre politiques publiques et entre systèmes politiques. Les contributions à la journée d'étude montrent d'une part que la diffusion (plus ou moins rapide, avec un statut plus ou moins central) de ces nouveaux modes de gouvernance concerne un grand nombre de secteurs : éducation, environnement, coopération au développement, emploi, égalité entre les femmes et les hommes. D'autre part, ces contributions montrent qu'une analyse sur la moyenne durée des processus d'institutionnalisation d'un certain nombre de ces nouveaux modes de gouvernance est possible, soit à travers leur généalogie (Jacquot) soit à travers l'analyse de leurs variations (Boussaguet, Tholoniati). Cette approche permet ainsi de distinguer les éléments constitutifs de leur dimension générique, tandis que le rôle des acteurs et des conflits noués autour des usages des nouveaux modes de gouvernance perd de sa centralité.

Mais au-delà d'une réflexion sur les échelles d'analyse et temporelle pertinentes pour rendre compte de l'institutionnalisation d'un mode de gouvernance, plusieurs axes de travail sont identifiés. En premier lieu, *la clarification du lien entre instruments d'action publique et européanisation*, relation qui apparaît en creux dans l'ensemble des contributions. Sa clarification passe par un état des lieux de la littérature, pour procéder en second lieu à l'identification systématique des effets durables de ces modes de gouvernance de nature non hiérarchique et non contraignante : *what are the hard effects of soft law* ? A l'exception de l'analyse consacrée à la politique de l'environnement et aux combinaisons entre « anciens » et « nouveaux » instruments d'action publique, tous les autres cas développés au cours de la journée d'étude portent sur de la *soft law*, i.e. des modes de gouvernance de nature non hiérarchique et non contraignante.

Les résultats empiriques présentés au cours de cette journée d'étude ont permis d'identifier trois axes de travail :

- 1) L'introduction des nouveaux modes de gouvernance redéfinit les relations entre les différents échelons d'action publique, contribuant ainsi à relancer les interrogations portant sur les logiques d'intégration européenne ;

- 2) Leur introduction est à l'origine de mécanismes d'eupéanisation spécifiques, à travers lesquels l'Union européenne exerce une pression au changement renforcée vis à vis des Etats membres et des acteurs nationaux ;
- 3) La combinaison entre anciens et nouveaux modes de gouvernance semble constituer une piste de réflexion fructueuse pour analyser la recomposition des formes de production et de légitimation de l'action publique européenne.

Charlotte Halpern (Fnsp-Pacte / Iep de Grenoble)

**« New » modes of governance et Policy-making in the EU
Research seminar organized under the auspices of European Studies Standing
Group of the French Political Science Association and Pacte- Politique-
Organisations**

23 January 2009, Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

Convenors: Paolo Graziano (Assistant-professor, Bocconi University) and Charlotte Halpern (Researcher, Fnsp, Pacte-Iep Grenoble)

Summary of the main issues raised by the research seminar

Since the early 1990s, the governing of the EU has been characterized by a growing diversity in forms of policy-making, and in particular by the introduction of new types of "policy instruments"⁹. More specifically, the main feature of such new mode of governance is its non-hierarchical nature and its focus on communication and 'concertation' procedures¹⁰. In the European public policy sphere, new decision-making forms, such as the European employment strategy, the open method of coordination¹¹ and the so called Bologna process¹², can be seen as indicators of the diffusion of a 'softer' mode of governance which offers – at least in principle – new political opportunities for European institutions, in particular the European Commission. Nevertheless, recent scholarly work shows how such political opportunities have not always increased the coordination capacity of European institutions (again, *in primis* the European Commission)¹³, nor has the decision-making process been effectively more open with respect to civil society¹⁴.

The research seminar has been devoted to the analysis of the new features of EU forms of policy-making by adopting a policy instrument approach, which enables to question the widely shared assumptions that 'new' modes of governance are conduits for democratization and increase the steering capacity of European institutions. Indeed, the research seminar aimed at discussing from both a theoretical and an empirical perspective the evolution of 'new' modes of governance and their role in the redefinition

⁹ For a definition of « public policy instruments », see the Governance Special Issue by Lascombes, Pierre and Le Galès, Patrick (2007), Vol. 20, No. 1.

¹⁰ Cini, Manuele and Rhodes, Martin, (2007), *New modes of governance in the EU: Common objectives versus national preferences*, European Governance Papers (EUROGOV) N° N-07-01 : <http://www.connex-network.org/eurogov/pdf/egp-newgov-N-07-01.pdf>

¹¹ See Borràs, Susana and Bent, Greve (eds.) (2004), « The open method of coordination in the EU », *Journal of European public Policy*, Special Issue, Vol.11, n°2, p.181-348. See also Dehousse, Renaud, (ed.), (2004), *L'Europe sans Bruxelles ? Une analyse de la méthode ouverte de coordination*, Paris, L'Harmattan.

¹² See Ravinet, Pauline, (2007), « La genèse et l'institutionnalisation du processus de Bologne : entre chemin de traverse et sentier de dépendance », Thèse de doctorat, IEP de Paris, Paris, Institut d'études politiques.

¹³ On the role of the European Commission, see P. Ravinet (2007.) with respect to the Bologna process, and the ongoing project by Radaelli, Claudio on the Regulatory Impact Assessment: *Journal of European Public Policy*, 2005, 12(5), p.924-943 et 2007, 14(2), p.190-207.

¹⁴ Kröger, Sandra, (2008), « Nothing but consultation : the place of organised civil society in EU policy-making across policies », European Governance Papers (EUROGOV) n°C-08-03 : <http://www.connex-network.org/eurogov/pdf/egp-connex-C-08-03.pdf>

of policy-making in the EU. More specifically, the key questions addressed were the following:

- Why and how have 'new' forms of governance emerged over the past years?
- To what extent and how are "new" modes of governance combined with "old" modes of governance?
- What are the main effects produced by the formulation and implementation of 'new' forms of governance with respect to the distribution of resources and competences among various European actors, and with respect to the opening of the decision-making process?
- Is it possible to identify specific mechanisms of policy transfer and / or diffusion processes in connection to 'new' modes of governance?

The discussions were organised in two sessions:

- 1) The effects of 'new' modes of governance on the opening of European decision-making process (Boussaguet, Ravinet, Halpern) ;
- 2) The effects of 'new' modes of governance on the steering capacity of EU institutions (Sabourin, Jacquot, Tholoniati).

After the conclusion of an intense and fruitful day of presentations and discussion (for more details on each presentation, see the French version of the summary), some possible common points for future research have been identified.

First, all the contributions show how difficult it is to conceptualize 'new' modes of governance as a truly 'new' phenomenon. What emerges more clearly in the papers that were presented is that in the past years different combinations of policy instruments emerged (Halpern, Ravinet, Sabourin), rather than the diffusion of entirely 'new' forms of governance. The empirical results discussed during the seminar suggest several research trajectories which need to be further (and systematically) explored, enabling comparisons among different modes of governance, public policies and political systems different from the EU: on the one hand, the papers show that the diffusion of 'new' forms of governance concern several policy domains – education, environment, development, employment, gender policies; on the other hand, the contributions illustrate that 'new' modes of governance can originate from political strategies which provide new opportunities for actors (Boussaguet, Jacquot, Tholoniati) but also potential sources of political conflicts among institutions and social actors.

Secondly, as the papers (implicitly) and the discussion (explicitly) have shown, there is a clear need for more research connecting the 'policy instruments' literature to the 'Europeanization' one: policy instruments can also be analyzed as an instrument of Europeanization, and therefore a "cross fertilization" of the two above mentioned strands of the literature could be particularly promising. In particular, it would allow to better understanding if and how the interaction among the various levels of government produces policy changes and therefore better respond to the following provocative question: what are the hard effects of soft law?

To sum up, the discussion of the papers presented during the seminar identified three questions for future research on the topic:

1. Have – and if so, how – 'new' modes of governance redefined the relationship among various levels of government within the EU?
2. Have 'new' modes of governance created specific forms of Europeanization? How have European institutions used such 'new' forms as a source of pressure on national governments?
3. What are the effects of the combination of 'old' and 'new' modes of governance on the production and legitimation of European public action?

Paolo Graziano (Bocconi University, Milan)
Charlotte Halpern (Fnsp-Pacte / Iep de Grenoble)

**European Domestic Societies in the face of Europeanisation and Globalisation
Workshop 17, ECPR Joint Sessions, Lisbon, April 2009
Convenors: Ben Rosamond (University of Warwick, UK) and Kennet Lynggaard
(Roskilde University, Denmark)**

The workshop was made of about twenty papers addressing a wide variety of empirical cases dealing with the response within European domestic societies to the challenges implied by processes of both globalisation and europeanisation. The various papers can be gathered into three different thematic clusters.

The first range of papers dealt with acceptance towards the EU in the broader context of globalisation. The first paper by Despina Alexiadou (University of Pittsburgh) and Dionysia Tamvaki (University of Reading) aimed at testing three theoretical models of legitimacy of the EU (technocratic, federalist or multi-level) by means of Eurobarometer data. The focus lied on whether the Euro is viewed by citizens as a legitimate response to the challenge of economic globalisation. The kind of variables (for instance sociological) supposed to feed into the different theoretical models were discussed. The limitations inherent to the nature of the data have also been pointed at. This was also the case for the second paper by Joachim Schild (University of Trier) and Philipp Hessel (Free University of Berlin). The two authors analysed citizens' attitudes towards both globalisation and europeanisation. Whereas the assumption is often made that the two are related in the views of public opinion, this has rarely been empirically tested. The main finding was that both processes are indeed very much related to each other. Variables considered were both individual and country-level variables, which constitutes a quite ambitious and stimulating approach. Results were nevertheless difficult to interpret. Surprisingly, level of unemployment and education could not be identified as determining variables, while loss of purchasing power and pro-market attitudes could be confirmed. In the same way, Theresa Kuhn (European University Institute) also considered individual and country level variables in her investigation of Eurosceptic attitudes. Although the articulation of the two is sometimes difficult, the lack of individual transnationalism within very much transnationalised (or open) countries provides for a convincing explanation of weak support for EU integration by some groups of population. Ruxandra Paul (Harvard University) presented a research project focused on the topic of migration patterns within the enlarged EU. While considering the unique EU migration regime (ie the free movement of people) as a new qualitative stage of integration, the aim is to study how citizens make use of it and can potentially benefit from new exit options with respect to declining voice possibilities within national states as well as to a potentially developing loyalty towards the EU. The paper by Amandine Crespy (Université libre de Bruxelles) focused on political parties and organised civil society and the way in which they mobilised against the Bolkestein directive proposal over services liberalisation in the EU. Basically, the case study provides strong evidence for possible and wishful politicisation of EU issues in the current state of the EU institutional system. While they provide for mediation between the various fragmented arenas of multi-level politics in the EU (parliamentary, intergovernmental, non-conventional), social and political actors are able to engage with contention and still deliver legislative output which then enjoys a significantly improved level of democratic legitimacy. Enlarging on the same issue, Frank Wendler (Goethe-Universität Frankfurt/Main) eventually provided in his paper for a very stimulating theoretical framework to analyse patterns of politicisation of EU issues. It basically suggests four scenarios for politicising the EU – containment, reconstruction, de-structuration and differential contestation – as well as three explanatory variables - mobilisation, resonance and context. The discussion especially highlighted the problems of nomination, definition and empirical scope of the possible independent variables.

The second cluster of papers dealt with the way in which national states deal with challenges induced by globalisation and Europeanization. Most papers built on the theory of varieties of capitalism (VOC). The paper by Muiris Mac Carthaigh (Institute of Public Administration, Dublin) and Colin Scott (University College Dublin) dealt with new patterns of accountability in Ireland. While observing even more fragmented mechanisms

of accountability, it was nevertheless not clear whether the author were highlighting a trend of declining accountability in the face of globalisation and Europeanisation. Niamh Hardiman (University College Dublin) put the stress on the crucial role of politics in the shaping of Ireland's productive capacity by means of pro-active and ambitious education policies. Looking into a different policy issue, namely defence industry, Michael Kluth (Roskilde University) explored the relationship between VOC and high politics. He found out that ownership patterns, innovation systems and foreign policy identities are all three variables which mediate pressures for europeanisation of defence industry. Peadar Kirby (University of Limerick) and Mary Murphy (National University of Ireland Maynooth) analysed the tensions at stake between two theoretical models – namely the developmental state or competition state – to analyse the way in which the Irish state manages economic modernisation in the context of Europeanisation and globalisation. Stefan A. Schirm (University of Bochum) investigated to what extent Germany and the UK provided for differentiated responses – though in the EU context – to the current global economic crisis. Although the VOC perspective provides for a solid theoretical basis, the interpretation of variance (and the causes thereof) in the national strategies was not clear, partly because of the necessary distinction between short-term responses, on one hand, and long-term strategies on the other. Similarly, Francesco Stolfi's paper investigated convergence in budget reforms in three EU countries, namely France, Italy and Spain. He pointed at socialisation of elites and budget experts as well as at the existence of transnational epistemic communities as an explanation for policy transfer within the EU. Mikko Kuisma (Oxford Brookes University) presented a research project about the resilience of the Nordic model in the context of globalisation. The emphasis lies on the peculiar concept of citizenship in Nordic countries as an explanatory variable. Empirics should be related to both an historical analysis of Nordic citizenship and a comparative analysis of elite discourse on globalisation. Overall, the papers gathered in this cluster stressed that the effects of globalisation and Europeanisation are strongly mediated by national institutions and/or policy path dependencies within the national realms.

The last cluster of papers was about policy change and more specifically in relationship with regulatory issues. While investigating policy-making on transborder data protection regulation, Andreas Busch (University of Göttingen) demonstrated that both issue framing and institutional power seeking by EU institutions determine policy outputs in the context of international disputes with the US. In her project about food safety regulation Sevie Chatzopoulou (Malmö Högskola) suggested a two-level design focused both on the impact of civil society involvement on EU regulation, on one hand, and on the impact of EU regulation on policies decided in other parts of the world (the US or India), on the other hand. Discussions led nevertheless to the conclusion that these two ambitious questions should be handled separately. Ana Maria Evans' paper (Universidade Nova de Lisboa/University of Lisbon) asked how various economic sectors can adapt and survive through the ups and downs of economic cycles. She highlights the respective roles of the state and the market in enhancing institutional and market credibility for the sectoral actors in the context of globalised and europeanised markets. Asking similar questions about sectoral regulation in Ukraine, Julia Langbein (European University Institute) nevertheless underlines the specificities related to emerging economies. The focus lies on the informal mechanisms fostering transnationalisation of governance - by means of interactions and consultation between various public and private actors - versus more formal mechanisms such as liberalisation of markets or EU conditionality.

The workshop provided for a very broad overview of the multiple facets of changes induced by Europeanisation and globalisation within European domestic societies. One central aspect was that most papers attempted to link policy issues with politics or even with elements related to national politics or to the European polity in the making. Furthermore, the discussions repeatedly emphasised the difficulty of disentangling at the empirical and explanatory levels the effects or the responses to Europeanisation, on one hand, and globalisation, on the other.

Amandine Crespy (Cevipol, Université libre de Bruxelles)

Political Opposition in Contemporary democracies **Conférence organisée par le CEVIPOL, 8 mai 2009, Université Libre de Bruxelles**

Selon Shapiro, la démocratie est liée tant au gouvernement qu'à son opposition. Pour cette raison, l'étude de l'opposition politique a eu des implications majeures sur plusieurs domaines de la science politique telles les démocraties représentatives, la question de la légitimité, l'organisation des partis ou des parlements. Pourtant, mis à part les travaux des années 60 et 70, le concept d'opposition a le plus souvent été traité comme un sujet connexe à ces domaines et non pas comme une notion autonome.

Compte tenu de cet état des lieux, la conférence « Political Opposition in Contemporary Democracies », organisée par le CEVIPOL le 8 mai 2009, avait pour but de constituer un premier pas vers une reconsidération du concept d'opposition politique. La conférence a été structurée autour de deux axes principaux. Dans un premier temps, les interventions ont consisté en une réflexion théorique sur la nature, le rôle et les fonctions de l'opposition politique dans les démocraties contemporaines. Puis, le deuxième axe s'est focalisé sur la perception, la représentation et les stratégies de l'opposition à travers plusieurs études de cas (l'Union européenne, Israël, l'Europe centrale et orientale, les pays nordiques).

En guise d'introduction, **J.-B. Pilet**, a mis en évidence les questions essentielles qui se posent aujourd'hui dans l'étude de l'opposition politique. En premier lieu, le problème de définition du terme « opposition ». Effectivement, le concept n'est que vaguement défini par la littérature et tout essai de conceptualisation se heurte à de nombreuses difficultés. Par exemple, le fait de considérer la minorité parlementaire et l'opposition comme des synonymes peut se révéler inexact dans certaines configurations (ex : la Belgique en 1987). Cette approche exclut également l'opposition extra-parlementaire, que ce soit les partis politiques ou les autres organisations de la société civile. Un autre type de question qui se pose aujourd'hui à la science politique concerne les fonctions que remplit l'opposition. Est-ce que son rôle est de suivre le travail des partis au pouvoir, de s'y opposer ou d'aider à la conception des lois ? De même on peut se demander si l'activité de l'opposition doit se limiter au Parlement ou si les médias, les protestations légales et illégales sont également des champs d'action. La construction européenne soulève elle aussi un questionnement sur l'opposition : qui s'oppose dans l'UE et quels sont les canaux disponibles ?

Pour entamer la réflexion théorique sur la notion d'opposition **S. Weinblum** et **N. Brack** ont analysé la manière dont l'opposition politique a été étudiée jusqu'à présent et ont suggéré de nouvelles approches. Ainsi, les deux intervenantes considèrent que l'étude de l'opposition nécessite un cadre d'analyse plus large, qui ne soit pas limité à l'opposition parlementaire et aux facteurs institutionnels. De plus, la définition de l'opposition devrait prendre en compte tant les cibles que l'opposition se donne que les rôles qu'elle remplit. Elle devrait aussi prendre plus en compte les discours et les perceptions. Les deux chercheuses ont proposé que les travaux sur l'opposition ne négligent pas le cadre parlementaire, mais que les autres moyens d'action qui sont à disposition de l'opposition soient pris en compte. De même elles ont souligné que, bien que les facteurs institutionnels aient un impact sur l'opposition, les facteurs culturels et historiques sont tout aussi importants.

L'intervention de **P. Mair** a été consacrée à un nouveau style d'opposition qui est apparu dans les démocraties contemporaines. Selon P. Mair, la tension traditionnelle entre la demande de représentativité et la demande de responsabilité s'est fortement accentuée après les années 1980. Cela a engendré une nouvelle opposition entre d'un côté les partis qui gouvernent habituellement, qui acceptent les contraintes de l'exercice du pouvoir. Ces partis se caractérisent par leur demande de responsabilités. Et d'un autre côté, ceux qui se trouvent la plupart du temps en dehors du gouvernement, qui restent fidèles au principe de représentativité.

Les études de cas ont ensuite été abordées. En premier lieu, il a été question de l'étude de l'opposition dans l'Union européenne. Dans un premier temps, **P. Taggart** a fait le lien entre euroscepticisme et opposition. Afin de comprendre le premier concept, il

faut l'inscrire dans le cadre plus large constitué par le second. De même, l'analyse de l'euro-scepticisme ne peut passer que par une compréhension de la diversité des situations des Etats-membres, laquelle permettra de répondre à la question : « A qui s'oppose-t-on ? au gouvernement, au système, à une politique ? »

Par la suite, **M. Petithomme** a montré que l'organisation des référendums liés à des questions européennes rend plus évidentes les tensions entre les partis de gouvernement et ceux d'opposition. Selon M. Petithomme les partis choisissent leur position envers le référendum en fonction de la place qu'ils occupent dans le système de partis. Les référendums ont aussi un impact sur la capacité de mobilisation des partis : ils affaiblissent les partis « de gouvernement » et renforcent l'opposition radicale.

La troisième intervention de la session s'est concentrée sur l'opposition au sein du Parlement européen en analysant sa nature, sa cible et son rôle politique. Ainsi, **N. Brack** a identifié trois catégories de députés euro-sceptiques : a. *les pragmatiques*, qui essayent de trouver un juste milieu entre leur vision et l'obtention de résultats ; b. *les orateurs publics* qui ne cherchent qu'à faire connaître leur position ; c. *les absents*, qui optent pour l'exit.

Après ces analyses sur le cas de l'UE, **I. Kaufman** a analysé le cas d'opposition particulier que constituent les partis arabes palestiniens en Israël. Elle a interrogé le rôle de ces partis anti-système quant au caractère démocratique du régime. L'observation de la période 1965-2008 met en évidence une évolution du rôle de ces partis arabes palestiniens, passant du statut d'« irrelevant », à « quasi-accommodant » pour aboutir à un rôle de « polarisant » des partis anti-systèmes. Cette évolution est liée aux conflits nationaux et aux phases de démocratisation et dé-démocratisation du système politique israélien.

La comparaison de la cohésion de l'opposition parlementaire dans trois systèmes parlementaires d'Europe occidentale (la Belgique, l'Italie et le Royaume-Uni), menée par **E. Di Giorgio**, a permis de distinguer différents éléments. Les 10 années observées, partant du milieu des 90s, démontrent logiquement une importante cohésion au Royaume-Uni. Cependant, on relève des variations en fonction des gouvernements en place. Mais si l'on ajoute une comparaison avec l'activité d'amendements une situation relativement complexe apparaît. Les données empiriques démontrent en fait un comportement très différent selon les matières politiques. On constate que l'opposition ne change pas juste son comportement en fonction des facteurs structurels mais qu'il y a une juxtaposition d'une opposition liée aux sujets traités avec une opposition systémique. Néanmoins, cette contribution met notamment l'accent sur le budget et la politique étrangère ce qui a suscité des interrogations quant au biais lié au fait qu'il s'agit de politiques qui focalisent facilement.

La contribution suivante par **B. Cholova** s'est intéressée aux partis d'opposition en Europe centrale et orientale. L'intervenante a dégagé trois périodes : l'alternance systématique au cours des années 90, la stabilisation à la fin des 90s et enfin la période d'adhésion et de post-adhésion à l'UE (2004-2007 et suite). L'observation de 9 PECO a démontré que très peu de partis sont restés en place plus de 2 législatures et que dans le même temps très peu sont restés dans l'opposition plus de 3 législatures. Ainsi, il n'existe pas en Europe centrale et orientale de « partis d'opposition » (Panbianco). Même les partis anti-systèmes accèdent au pouvoir dans des coalitions. De plus, les partis perdent leur clientèle quand ils sont dans l'opposition.

Enfin, **M. Hastings** s'est intéressé au cas de 3 pays nordiques (Suède, Danemark, Norvège) ayant des structures similaires. Il a établi le constat d'un système d'opposition « gelé » dans ces pays. Même si des dynamiques de changement apparaissent, si l'hégémonie de certains partis est déstabilisée, notamment avec l'accroissement à partir des années 70 du nombre de partis présents dans les Parlements, que les clivages traditionnels sont en déclin, et que de nouvelles thématiques apparaissent. La voie historique d'opposition a changé, mais le cœur du système continue d'exister malgré les changements. L'opposition se trouve en fait de plus en plus proche du policy-making.

Yann-Sven Rittelmeyer (F.R.S.-FNRS, CEVIPOL, IEE, ULB) et Cristina Stanculescu (CEVIPOL, ULB)

**GARNET Workshop - Parliaments in regional integrations (PAREGI)
Instituto de Relações Internacionais - Universidade de São Paulo, Brazil
7-8 May 2009**

In May 2009, Sciences Po Bordeaux and the University of São Paulo have organized a second edition of the workshop Parliaments in regional integrations. The first edition took place during the GARNET Annual Conference in Bordeaux in September 2008. The aim of the project is to discuss the increasing role of parliamentary assemblies in regional integration attempts, especially from a comparative perspective, and to identify common patterns for academic analysis.

Indeed, national and regional parliaments are becoming prominent actors of endeavours to integrate regions (in particular, in Europe, Africa and Latin America), and there is a growing trend towards inter-parliamentary cooperation across regions. The European Parliament plays a special role in this context by spreading a "parliamentary" model of regionalism and thus complementing EU's active promotion of regional organizations outside Europe.

The objectives of the workshop revolved around the following themes:

- For which purposes regional parliaments are created?
- Does the European Parliament serve as a model?
- What are regional parliaments' functions?
- What is this impact of interregional parliamentary cooperation?

Discussions were structured in three work sessions. The first one included a general approach of the theoretical problems linked to international assemblies, the role of the democratic ideology in the continuous reinforcement of European Parliament's powers and a political-institutional diagnosis of Mercosur with prospects for further development of its parliamentary functions. Differences and similarities between the European and Latin American experiences have been stressed, mainly concerning the absence of a supranational Court of Justice in Mercosur, the predominance of presidential regimes in this region and the role of sub-state assemblies. It seems that the EP's experience is considered more successful outside Europe, which encourages the institutional transfer. On the other side, not only EP's achievements have to be taken into account in comparisons with other regional parliaments, but also its shortcomings, which can be sometimes easily avoided in different contexts. When it comes to the national interest as an obstacle for a pro-integration behavior of MPs, it should be highlighted that the national interest did not disappear in the European Parliament: it has just been organized within the frame of transnational political groups.

The second session presented study cases on the Parliamentary Assembly of the Black Sea, the Inter-Parliamentary Union and the Mercosur Parliament (Parlasur). The idea of inter-parliamentary cooperation guided the first two analyses, and the institutional mimesis regarding the European Parliament was examined in the third one. The real weight of parliamentary diplomacy in international relations and its concepts were discussed, as well as the proportionality criteria and national asymmetries in Parlasur. The problem of "what a parliament is" in the study of transnational assemblies and their institutionalization degree are key issues. Another point that deserves further research consists on the reasons that motivate their creation, both internal (regarding the assembly itself) and external (regarding governments and international actors).

The third session focused in the Mercosur Parliament. Speakers presented the evolution of the parliamentary dimension in Mercosur treaties; the difficulties and political nodes concerning the process of creating Parlasur; the main challenges concerning negotiations of the political agreement which enabled the proportionality of members in Parlasur and

the main alternatives to electoral legislation design. The debates stressed the incipient politization of deliberation in Parlasur, the necessity of combining the required majority to approve a decision with the power of veto and the costs of democracy and non-democracy in the regional level.

Participants envisage a suite of the discussions for 2010 with a better balance among American, European and African experiences. The role of parliaments in regional blocs seems a crucial element for understanding the possibilities of social participation in these spheres and the variables which define commercial, economic or political projects. If regionalism is a tendency in the 21th century, its parliamentary dimension cannot be neglected. It carries alternatives of representation and accountability, basic democratic standards achieved in national ambits which are also required for international cooperation and regulation.

Clarissa Dri (SPIRIT, Sciences Po Bordeaux)

Formations universitaires relatives à l'Union européenne

University Programmes in EU Studies

Master's Degree in Politics and Economics of Contemporary Eastern and South Eastern Europe – University of Macedonia, Department of Balkan, Slavic and Oriental Studies

The Department of Balkan, Slavic and Oriental Studies is offering for the academic year 2009/2010 a Master's degree in *Politics and Economics of Contemporary Eastern and South Eastern Europe*.

Programme Aims:

- prepare students for careers in businesses, government, NGOs and international organizations operating in SEE,
- strengthen the skills and deepen the specialized knowledge of people already following such careers,
- prepare students for PhD study.

The programme promotes and strengthens research in the area of Eastern and SEE, involving the graduate students in relevant research projects.

Entry Requirements: Candidates should hold a first degree preferably in politics or economics, but any other field will be considered. Candidates are required to submit the following documents:

1. An application form with a personal statement of purpose.
2. Curriculum Vitae.
3. Certified copies of first degree and related transcripts, translated into either English or Greek where necessary.
4. GMAT scores (at least 450)
5. Proof of proficiency in English.
6. Two letters of recommendation.

Language of instruction: English

Duration: The programme lasts 12 months, but may be extended to 16 months under special circumstances.

Fees: € 3000.

Scholarships: A limited number waivers of tuition fees, per semester, are available for students with a strong academic record.

Application deadline: 30 June 2009.

For further information and **detailed instruction on application procedure**, please visit www.bsos.uom.gr under **Postgraduate** or contact

The Graduate secretary
Department of Balkan, Slavic and Oriental Studies
University of Macedonia
156 Egnatia str.
540 06 Thessaloniki
Greece

Tel / fax : (0030) 2310 891527

email: mpesecr@uom.gr